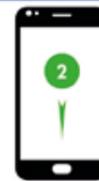




Ajoutez le numéro Burundi-Eco  
whatsapp +257 75 82 82 82  
dans vos contacts



Envoyez un message sur  
+257 75 82 82 82 indiquant votre nom,  
prénom, fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

## Le lac Tanganyika laisse éclater sa colère



Une partie non négligeable du resto-bar de l'hôtel Safari Gate a été envahie par les eaux du lac Tanganyika.

### DOSSIER CORONAVIRUS



Plan de riposte

Plus de 26 millions USD pour faire face au  
Covid-19 (page 5)

### DOSSIER CORONAVIRUS



Fake news

Covid-19 : méfiez-vous du bouche à oreille  
numérique (page 6)

### DOSSIER CORONAVIRUS



Vente des kits de protection contre le Covid-19

Halte à la spéculation  
(page 9)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les  
endroits ci-après :

- Alimentation Gatogato
- Béryl
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka
- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Google
- Les Universités
- Casino Supermarché
- La crèmerie
- Le palmeraie
- Roca Golf
- IFB
- Kiriri Simba



## Editorial

## Des infrastructures socio-économiques englouties



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

L'eau du lac Tanganyika déborde. Les riverains vivent la peur au ventre. Ils rapportent une montée progressive des eaux du lac et craignent des inondations imminentes. Des vagues envahissent les portes d'entrée. Certaines routes sont pour

le moment inaccessibles, paralysant ainsi les activités. Le deuxième lac le plus profond du monde, soit 1 470 m de profondeur submerge les plages. Par conséquent, les constructions érigées dans les 150 m du littoral flottent sur l'eau. L'activité économique est perturbée. Les points de vente, les resto-bars, les restaurants, les lieux de loisirs ferment. Les exploitants sont en désarroi total. La nature reprend ses droits. La thèse d'une délocalisation des populations n'est pas à écarter si jamais l'élévation du niveau du lac perdure.

La situation est telle alors que le Burundi dispose d'un arsenal juridique pour réglementer la construction dans les zones humides. La loi interdit formellement d'ériger des constructions dans la zone tampon. Celle-ci constitue l'espace

de reproduction des espèces aquatiques dont les crocodiles et les hippopotames. Elle filtre également les eaux de pluie avant qu'elles n'atteignent le lac. Or, depuis des années, les maisons poussent comme des champignons dans cette zone si stratégique pour maintenir l'équilibre de l'écosystème. Les investisseurs privés exploitent des dizaines de plages situées sur le littoral du lac. Le respect des règles de construction imposées par le code de l'eau n'est pas leur priorité. Le code de l'eau exige que les constructions soient érigées à 150 m du littoral. Une distance qui est déterminée en tenant compte de la dernière crue des eaux. Le constat est que pas mal d'infrastructures socio-économiques ont été érigées en déca de la distance conventionnelle.

Les écologistes tirent la sonnette

d'alarme. Ils relèvent le manque de coordination des responsabilités relevant des différentes institutions gouvernementales, de la société civile, des communautés de base et d'autres acteurs pour que la prévention des risques des catastrophes devienne une réalité. Ils recommandent le respect du code de l'eau à la lettre. Les autorités habilitées doivent prendre les mesures qui s'imposent pour prévenir le pire.

En dehors de la capitale économique Bujumbura, la ville de Rumonge est également sous l'emprise de l'érosion côtière. Certaines maisons d'habitation, les quais de débarquement des bateaux au niveau du port de pêche, etc. se trouvent sous l'eau. Cette situation serait liée à la forte pluviométrie enregistrée dans les

quatre pays qui partagent le lac Tanganyika (Burundi, République Démocratique du Congo, Tanzanie, Zambie). Personne ne peut stopper la pression de l'eau des rivières situées en amont du lac Tanganyika. Ce déversoir augmente en volume, causant ainsi une montée spectaculaire de l'eau.

La zone tampon doit être délimitée et respectée. Sinon les vagues pourraient causer des dommages incommensurables. On se souviendra de la dernière montée des eaux survenue en 1963. L'eau du lac aurait monté jusqu'au niveau des bâtiments de la radio-télévision nationale, selon les aïeux. La violation de la loi en matière de protection de l'environnement devient monnaie courante. La conjugaison des efforts est plus que nécessaire pour réduire les risques des catastrophes.

### Vers la réduction des accidents sur la voie routière ?

Le ministère des Travaux Publics de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire et la Croix rouge du Burundi ont renouvelé ce mardi le 07 avril 2020, un protocole d'accord sur la sécurité routière. Il s'agit en réalité de la mise à jour du protocole déjà existant et sa mise en vigueur commence dès sa signature par les parties prenantes, a indiqué le ministre Jean Bosco Ntunzwenimana.

Entre autres innovations dans son nouveau protocole figurent notamment la mise en place des kits de secours dans les véhicules de transport en commun. Cela dans le but de secourir dans les meilleurs délais les victimes d'un accident de la route. Désormais, la sécurité routière fera partie des matières dispensées dans les auto-écoles.

Pour rappel, ce protocole rentre dans l'accord-cadre entre le Gouvernement du Burundi et la Croix Rouge signé le 17 septembre 2014. C'est dans l'optique de se conformer à la situation actuelle au moment où il s'observe beaucoup d'accidents sur la voie routière. Depuis 2016, quatre cent trente personnes ont péri en moyenne dans des accidents de la route. On dénombre environ 209 personnes décédées, 2052 blessées à la suite de 2705 accidents de la circulation survenus au premier semestre de l'année 2019.

### 13 millions USD pour dédoubler le tronçon qui relie le rond-point Chanic à l'Aéroport International Melchior Ndadaye

L'Assemblée Nationale a procédé ce mercredi 8 avril 2020 à l'analyse du projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord de prêt additionnel de financement n° 13/758 signé en date du 17 décembre 2019 par le Fonds Saoudien de Développement (FSD) et le gouvernement de la République du Burundi. On a aussi analysé le projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord de prêt additionnel de financement signé en avril 2019 par la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA). Tous ces accords de prêts sont destinés aux travaux de dédoublement du tronçon qui relie le rond-point Chanic à l'aéroport international Melchior Ndadaye de Bujumbura. Selon Ir Jean Bosco Ntunzwenimana, ministre des Transports, des Travaux Publics, de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire, le montant alloué à ces travaux est estimé à 13 millions d'USD. 7 millions USD seront octroyés par la BADEA, 5,9 millions USD par le FSD et 0,1 millions USD par le gouvernement du Burundi. Les parlementaires élus dans la circonscription de Cibitoke demandent au ministre de veiller à ce que ce tronçon soit bien réhabilité.

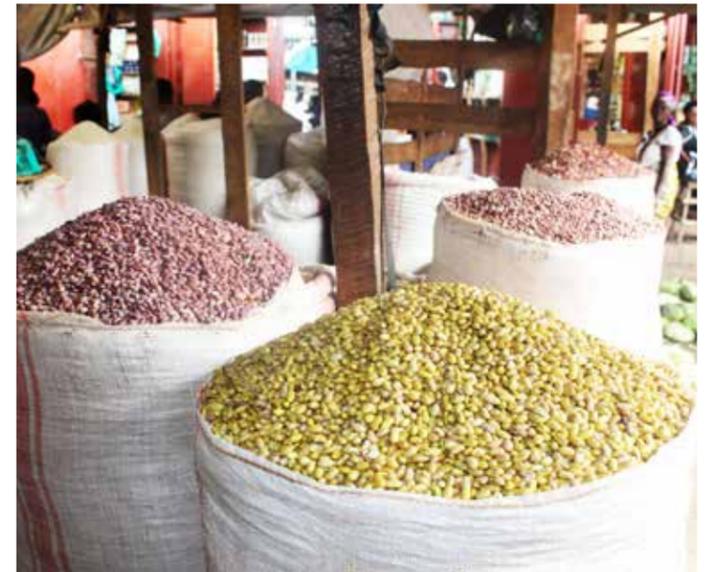
### Journée mondiale de la santé en hommage au personnel infirmier

Le 7 avril de chaque année, le monde entier commémore la Journée Mondiale de la Santé. Cette année, la journée arrive au moment où les agents de santé de première ligne mènent la lutte contre la pandémie de Covid-19. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) apprécie à sa juste valeur le rôle fondamental des sages-femmes et du personnel infirmier. « La célébration, qui durera toute l'année en cours, s'inscrit dans le cadre de l'année internationale des sages-femmes et du personnel infirmier », a indiqué Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour la région africaine. Selon elle, le personnel infirmier est le pilier de l'approche des soins de santé primaires, qui est elle-même la pierre angulaire de la couverture sanitaire universelle.

Dans le cadre de la riposte au coronavirus, le personnel infirmier œuvre sans relâche pour prodiguer des soins de qualité, partager les informations sanitaires, mettre en œuvre les mesures de lutte anti-infectieuse, servir dans les unités de soins intensifs et veiller à ce que les services courants continuent à être fournis. Les sages-femmes continuent à aider les mères à accoucher en toute sécurité.

A l'heure actuelle, plus de 80 % du personnel infirmier du monde entier se retrouvent dans des pays qui représentent la moitié de la population mondiale. La réglementation doit garantir que le personnel infirmier et les autres agents de santé soient responsables de la santé des populations. Enfin, il convient de renforcer les moyens d'action du personnel infirmier en le dotant de capacités de direction et de gouvernance. Ce qui passe notamment par la collaboration entre les responsables des services de soins infirmiers et les ministères concernés (tels que l'éducation, l'immigration, les finances, le travail) sans oublier le secteur privé afin de répondre aux besoins du personnel infirmier et des sages-femmes.

### Le gouvernement se réjouit de la stabilité alimentaire qui prévaut dans le pays



« La production du maïs est passée de 139.211 tonnes en 2015 à 890.162 tonnes en 2020, celle du riz de 55.952 tonnes en 2015 à plus de 300.000 tonnes en 2020, celle de la pomme de terre de 55.686 tonnes en 2015 à 134.340 tonnes en 2020 et celle des haricots de 90.218 tonnes à 146.903 tonnes pour la même période », c'est ce qui ressort d'une conférence de presse animée ce mardi 7 avril 2020 par le ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, Dr Déo Guide Rurema. Selon lui, la production des denrées alimentaires n'a cessé de s'accroître ces dernières années. Cette augmentation résulte d'une part de l'accroissement des rendements des cultures suite à une combinaison des facteurs de production, entre autres la mise à disposition des engrais et des semences de qualité à travers des programmes de subventions, la lutte contre l'érosion des sols et la pratique des techniques culturales améliorées.

Le ministre de l'Agriculture a ajouté qu'actuellement il n'y a pas de déplacement de personnes qui fuient le pays à la recherche de la nourriture comme cela s'est observé dans les années 2002 et 2016 où des cas de famine se sont déclarés à Kirundo (Nord du pays).

Et de remercier que l'accroissement des superficies cultivables pour le riz et le maïs lors des programmes d'aménagement des marais a fait que les superficies des marais aménagés sont passés de 12.250 hectares en 2015 à 17.474 hectares en 2020.

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2  
Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Tirage : 5000 exemplaires  
Directeur de publication et  
Rédacteur en chef :  
Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint :  
Mélance Maniragaba  
Service commercial :  
+257 22 277868 / 75129129

Imprimé par HOPE DESIGN

#### Taux de change du 09 avril 2020

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	1885	1915
Euro	2048	2081
Shi. Kenyan	17,7858	18,0727
Shi. Tanzanien	0,8154	0,8286
Shi. Ougandais	0,4948	0,5028
Fr Rwandais	1,9797	2,0116

# Quand le lac Tanganyika se révolte

Le lac Tanganyika s'est fâché. Il commence à se faire justice. Au moment où les gens ne cessent d'envahir sa zone tampon en y construisant de luxueuses infrastructures et en y jetant des déchets de toute nature, ce réservoir d'eau laisse éclater sa colère. Ses eaux montent progressivement et envahissent une partie non négligeable de sa zone tampon. Des conséquences fâcheuses s'observent. Les environnementalistes demandent à la population de respecter le code d'eau. Sinon, le danger guette ceux qui passent outre cette loi, car tôt ou tard, la nature finit par reprendre ses droits



Le resto-bar de l'hôtel «Safari Gate» n'a pas été épargné. Il a été inondé par les eaux du lac Tanganyika.

Nous sommes jeudi le 2 avril 2020. A 11 h 10 min, le reporter de Burundi Eco quitte le siège de cet hebdomadaire socio-économique situé au quartier Rohero, avenue Moso n° 23 à destination du lac Tanganyika. Suite à la pluie qui ne cesse de tomber sur la ville de Bujumbura, la réalité est que les eaux du lac Tanganyika ont monté et que les infrastructures riveraines ont été inondées. Les exemples les plus emblématiques sont à titre d'exemple les lieux de loisir comme «Lacosta Beach», Safi beach, le resto bar de l'hôtel Safari Gate, etc.

«Lacosta beach» est devenu inaccessible, car la route qui mène vers cet endroit est inondée sur pas moins de 50 m du littoral du lac Tanganyika. Ce n'est pas facile d'y arriver. Seuls les piétons y accèdent facilement, car on est obligé de patauger dans l'eau. Sinon, pour y poser les pieds, on paie de l'argent aux vigoureux garçons qu'on rencontre à cet endroit pour qu'ils te déplacent sur le dos. Pour le propriétaire de «Lacosta beach», cette situation constitue un moment de détresse. Son investissement a été englouti.

## Les conséquences de l'inaccessibilité de Lacosta beach

De plus, le personnel de Lacosta beach va perdre de l'emploi une fois que ce réservoir d'eau douce ne se ressaisirait pas. Jacques Nahayo, Kelly Karekezi et Fiacre Keza, amateurs de la sainte mousse rencontrés au quartier Kinindo ne cachent pas leur sentiment d'insatisfaction. «L'inaccessibilité de «Lacosta beach» suite à la montée des eaux du lac Tanganyika constitue un moment de désastre pour nous. Le week-end, nous nous dirigeons à cet endroit pour partager un verre avec nos amis



«Lacosta beach» est devenu inaccessible, car la route qui mène vers cet endroit est inondée sur pas moins de 50 m du littoral du lac Tanganyika

chaque fois qu'on dénichait des moyens financiers. C'était devenu une habitude, car c'est une belle plage. Nous la visitons souvent dans l'objectif de nous détendre», révèlent-ils.

Les raisons de s'y rendre sont multiples, ajoutent-ils. Soit on s'assoit à califourchon sur une chaise en contemplant les vagues du lac Tanganyika, soit sur le sable. De plus, ce réservoir d'eau douce dégage un bon vent agréable à savourer. Pour toutes ces raisons, ils éprouvent un certain dégoût du fait que ce beach a été envahi par les eaux du lac Tanganyika.

## Quid de la situation au Zion Beach ?

Après Lacosta beach, on a continué la visite vers «Zion beach». A quelques mètres de l'entrée de ce beach, la route est inondée. Le resto-bar dénommé Link Center doté d'une salle de réception et d'une salle de gymnastique moderne situé à gauche de «Zion beach» a été aussi affecté. Un membre du personnel de ce dernier rencontré à l'entrée de cet endroit fait savoir que les activités vont de mal en pis. S'il pleut, les eaux du lac envahissent même la partie intérieure de ce resto bar. Cette situation entrave les activités, car les clients viennent à compte-gouttes.

## Le resto-bar de l'hôtel «Safari Gate» envahi par les eaux du lac Tanganyika.

Le resto-bar de l'hôtel «Safari

Gate» n'a pas été épargné. Lors de notre passage à cet endroit, les gens étaient assis dans les paillotes installées dans la cour de ce resto-bar en train de prendre le petit déjeuner. Il y avait des noirs et des blancs. A cet endroit, l'eau est montée de plus de 15 mètres à partir du littoral du lac Tanganyika. Toute la partie sablonneuse a été inondée par les eaux. Les toilettes de même. Les serveurs qui se sont entretenus avec Burundi Eco indiquent que cette situation de montée des eaux du lac s'observe depuis le mois de janvier 2020. Ils indiquent qu'elle a perturbé les activités de l'hôtel, car elle limite les clients quant au choix de leur emplacement. Ceux qui préféraient s'asseoir tout près du lac à l'ombre des arbres plantés à cet endroit pourront ne pas revenir.

## La montée des eaux du lac gêne les activités au Safi beach



Les eaux du lac se sont accaparées d'une partie non négligeable de Safi beach

A l'endroit dénommé «Safi beach» situé tout près du port de Bujumbura, la situation n'est pas aussi facile. Les eaux du lac ont envahi une partie non négligeable de ce fameux beach. Le calvaire ne se limite pas aux inondations. Ce lac ne cesse d'y vomir les déchets de toute nature qui proviennent des ménages à travers les affluents de ce réservoir d'eau douce. Omar, le propriétaire de ce beach n'a pas de mot pour qualifier cette hécatombe.

Depuis que la situation se présente ainsi, cet investisseur est dans la désolation. Il indique qu'il dépense 50 000 FBu par jour pour la collecte de ces déchets avant d'y ajouter les frais de transport de ces derniers. S'il continue à pleuvoir abondamment, son investissement risque d'être englouti. «Safi beach» est connu comme un endroit plus fréquenté par ceux qui fondent leur foyer moyennant 30 000 FBu par couple.

## Les conséquences de la montée des eaux du lac à Rumonge

A Rumonge, la situation est la même. Les eaux du lac Tanganyika ont monté de quelques dizaines de mètres ces derniers jours suite à une

qui balait le lac. Deux autres ont perdu la vie lorsqu'une maison s'est écroulée sur elles. Certaines pistes rurales sont impraticables.

## Respect de la zone tampon, une solution efficace

Les administratifs demandent à la population de respecter la zone tampon de 150 m, car ceux qui sont affectés par la montée des eaux du lac sont des gens qui ont construit ou cultivé dans cette zone tampon en foulant au pied le code de l'eau. Ils précisent que l'implantation de nouveaux quartiers doit être précédée par des études de faisabilité effectuées par l'OBuha afin de ne pas s'exposer aux risques potentiels.



Le resto-bar dénommé Link center doté d'une salle de réception et d'une salle de gymnastique moderne situé à gauche de «Zion beach» a été aussi inondé.

Les limites du lac n'ont pas toujours été les mêmes que celles aujourd'hui. Ceux qui ont vécu à Bujumbura il y a une trentaine d'années le savent. L'histoire nous apprend que les eaux du lac Tanganyika n'ont jamais été stables. Des périodes de fortes pluies occasionnant la montée des eaux du lac ont été légion depuis belle lurette. Vers les années 1963, Albert Mbonerane, ami de la nature fait remarquer que les eaux du lac ont monté jusque là où sont érigées les infrastructures de la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB).

Pour éviter le désastre aux riverains de ce lac, le gouvernement n'a pas croisé les bras. Il a mis en place le code de l'eau et d'autres textes dont l'objectif était de sauvegarder l'environnement. Le code de l'eau en son article 5 stipule qu'il est interdit de construire dans les 150 m à partir du littoral du lac Tanganyika. Pour ses affluents, il faut respecter 25 m, pour les lacs du nord 50 m et 5 m pour les rivières de l'intérieur du pays. Nonobstant, voilà que les gens ne cessent de s'accaparer de la zone tampon sur tout le littoral du lac Tanganyika pour y ériger de luxueuses villas. En juillet 2011, le parlement burundais s'était penché sur la question des constructions anarchiques érigées au bord du lac Tanganyika. Des descentes sur terrain se sont multipliées pour s'enquérir de la situation. Néanmoins, les maisons n'ont jamais cessé de pousser comme des champignons.

Jean Marie Vianney Niyongabo

# La CEA réagit au Covid-19

La Communauté Est Africaine (CEA) a pris des résolutions et des décisions lors de la quatrième réunion extraordinaire du conseil sectoriel des ministres de la Santé et de la session conjointe des ministres responsables des Affaires de la CEA sur la pandémie du Covid-19 tenues par vidéoconférence du 23 au 25 mars 2020. Une note y relative du 26 mars 2020 a été présentée. Voici quelques éléments du contenu de la note



Les pays de la CEA doivent mettre en œuvre 100% des contrôles d'entrées et de sorties. Cela en appliquant le mécanisme multicouche pour éviter certaines lacunes, tels que les passagers en transit.

Parmi les mesures prises pour contenir la pandémie de Covid-19 et empêcher sa propagation dans la région de la CEA figure l'ajout d'un membre en provenance du Groupe National de Travail sur le Covid-19 dans chaque pays partenaire au Comité Régional ad hoc de Coordination de la Réponse au Covid-19.

Il a été également ordonné aux pays partenaires de la CEA de continuer à appliquer la quarantaine obligatoire pendant quatorze jours pour tous les voyageurs se rendant dans la région. Cela afin d'éviter les cas importés en appliquant des procédures de screening strictes à toutes les frontières.

La suspension des réunions régionales a été aussi maintenue au sein de la CEA. Les organes et les institutions devraient utiliser les technologies modernes tels que la vidéoconférence, les webinaires et les appels Skype pour la tenue des réunions.

Les pays de la CEA doivent mettre en œuvre 100% des contrôles d'entrées et de sorties. Cela en appliquant

le mécanisme multicouche pour éviter certaines lacunes, tels que les passagers en transit.

## Les mesures prises pour les camions sont-elles respectées ?

La note indique que les pays de la CEA se sont résolus à faciliter la libre circulation des biens et des services dans la région.

Les pays partenaires de la CEA doivent veiller à ce que les camions/véhicules transportant des marchandises aient seulement deux à trois membres d'équipage par véhicule.

Si l'équipage est examiné et jugé à haut risque ou positif au Covid-19, le camion sera décontaminé avant de pouvoir continuer vers sa destination finale. Les membres d'équipage seront mis en quarantaine pendant quatorze jours selon les directives nationales établies.

Dans l'éventualité où l'équipage est mis en quarantaine pendant le transport, les propriétaires/exploitants de camions prennent les dispositions nécessaires pour remplacer l'équipage afin de s'assurer que les marchandises soient livrées à la destination prévue.

Les camionneurs sont tenus de déclarer leur destination finale et sont instamment priés de ne s'arrêter qu'aux points désignés le long des couloirs de transport. Cela afin de limiter les risques de propagation du Covid-19 pendant le transit.

En ce qui est des camions, le Burundi autorise exceptionnellement l'entrée des camions de marchandises en importation déclarée avant le 27 mars à destination du pays. Il en est de même pour les camions en transit via le Burundi qui sont dans les mêmes conditions.

L'équipage des avions cargo et

des navires sera déterminé par les spécifications de l'aéronef ou du navire et fixera les directives internationales. L'équipage sera mis en quarantaine dans un hôtel désigné par le gouvernement pour la durée de son séjour.

Il a été recommandé aux pays partenaires de la CEA de mettre en place un système de surveillance pour surveiller la santé des membres de l'équipage et permettre le traçage des membres de l'équipage.

Le renforcement du partage d'informations par le biais des conférences de presse et de la mise en relation des Groupes Nationaux de Travail sur le Covid-19 a été décidé. Cela afin de faciliter une réponse rapide, des rapports continus et de faciliter le traçage des membres de l'équipage pour les personnes potentiellement exposées au Covid-19.

Les pays partenaires de la CEA doivent identifier un point focal relevant du Groupe National de Travail sur le Covid-19 pour faciliter la communication entre les pays partenaires de la CEA et entre les pays partenaires de la CEA et le secrétariat général.

La commission de la CEA de recherche en santé (EAHRC) est sommée de synthétiser et de mener des recherches sur le Covid-19, et d'informer les pays partenaires de la CEA sur les nouvelles technologies, les progrès en matière de soins et de traitement, les vaccins, le comportement du virus, le diagnostic, entre autres, pour éclairer les politiques et les pratiques dans la région de la CEA.

Les ambassades et les hauts commissariats des pays partenaires

de la CEA respectifs sont sollicités de coordonner leurs citoyens qui pourraient avoir été touchés par la fermeture des frontières et de leur permettre de se déplacer vers leur destination finale dans la région de la CEA.

## La production locale dans le viseur de la CEA

Les pays partenaires de la CEA sont conviés à soutenir les entreprises locales, afin d'assurer la production locale et la disponibilité des principaux consommables/produits utilisés dans la réponse au Covid-19, notamment les désinfectants pour les mains, les produits médicaux, le savon...

Ils doivent par ailleurs, fournir des fonds supplémentaires pour les imprévus et les urgences. Cela afin de combler les lacunes en matière de prévention, d'atténuation de l'impact et des autres interventions pour atténuer l'impact du Covid-19.

Le secrétariat général de la CEA et chaque pays partenaire de la CEA sont priés de mobiliser des ressources et d'investir dans les systèmes de santé publique, pour assurer la résilience et la sécurité sanitaire. Quant à la question en rapport avec les laboratoires mobiles, les informations émanant du ministère à la Présidence chargé des Affaires de la CEA stipulent qu'elle est en cours de traitement et revêt un caractère urgent. Cependant, sous financement de l'Allemagne, la CEA a investi depuis longtemps dans le projet des laboratoires mobiles pour lutter contre les maladies transmissibles dont le Covid-19.

Mélance Maniragaba

## DOSSIER CORONAVIRUS

### Pandémie de Coronavirus

# « Pas de nouveau cas, mais la vigilance reste de mise »

Depuis que trois patients ont été testés positifs au Covid-19, les services sanitaires se sont mobilisés pour éviter de nouvelles contaminations. Actuellement, plus d'une trentaine de personnes ayant été en contact avec les trois patients sont testés négatifs. Le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida rassure

« Les résultats des tests virologiques de contrôle faits sur les trois cas testés positifs au covid-19 et 34 personnes ayant entré en contact avec les trois patients malades montrent que les trois patients ont toujours le virus. Toutefois, leur état de santé est bon », a indiqué Dr Thaddée Ndikumana, ministre de la Santé Publique dans un point de presse de ce mercredi 08 avril 2020. Aucun patient ne présente de fièvre, pas de toux, pas de courbatures et tous les trois patients s'alimentent normalement. Quant à l'analyse des échantillons des 34 personnes ayant entré en contact avec les 3 patients, les résultats sont tous négatifs. Parmi ces dernières, 21 ont subi un second test tandis que 13 autres ont subi le 1er test virologique.

A ce jour, 2.936 personnes ont été mises en quarantaine dans différentes provinces du pays, y compris la ville de Bujumbura parmi lesquelles 2.261 ont totalisé les 14 jours sous surveillance et ne présentent aucun signe de Covid-19



Dr Thaddée Ndikumana, ministre de la Santé Publique : « Nous profitons de cette occasion pour indiquer que le Burundi n'acceptera jamais d'être un terrain d'essai pour tester un quelconque vaccin fût-il contre le Covid-19 »

et, par conséquent, sont rentrées à la maison. Seules 675 personnes restent dans les différents centres d'observation.

## Pas de vaccin contre le Covid-19 en provenance de Chine

Le ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida dément les informations erronées qui circulent sur les réseaux sociaux faisant état de la réception d'un pseudo-vaccin du Covid-19 en provenance de

Chine pour des essais cliniques sur la population. « Le don en question concerne uniquement du matériel et des équipements de chirurgie et de réanimation destinés à appuyer l'hôpital Prince Régent Charles de Bujumbura. Nous profitons de cette occasion pour indiquer que le Burundi n'acceptera jamais d'être un terrain d'essai pour tester un quelconque vaccin fût-il contre le Covid-19 », a souligné Dr Ndikumana.

Le ministère de la Santé Publique

réitère son appel à la population à rester sereine, à vaquer tranquillement à ses activités quotidiennes tout en observant et en respectant scrupuleusement les mesures de prévention individuelle et collective contre le Covid-19.

## La Banque Africaine de Développement (BAD) promet 10 milliards USD en réponse au Covid-19

L'Afrique comptait 10.789 cas

confirmés de coronavirus ce mercredi 8 avril 2020. Le Covid-19 a déjà coûté la vie à 536 personnes sur le continent, selon le Centre pour la prévention et le contrôle des maladies de l'Union Africaine. Les trois pays les plus touchés restent l'Afrique du Sud, l'Algérie et l'Égypte. Dans cette optique, la BAD a promis ce mercredi dans un communiqué qu'elle allait débloquer 10 milliards USD en réponse au coronavirus. Cette manne est destinée majoritairement aux Etats africains, mais également au secteur privé. 5,5 milliards USD sont consacrés aux actions menées directement par les Etats membres. Une contribution dans l'urgence pour mettre en œuvre, donc, des dispositifs nationaux à vocations sanitaire ou de sauvegarde économique.

Un peu plus de 3 milliards USD va aux opérations menées par le Fonds africain de développement, le guichet de financement de la BAD qui fournit des prêts et des dons aux pays membres dont les revenus sont les plus faibles. Enfin, 1,3 milliard USD sont dévolus aux opérations du secteur privé. « Ce dispositif aidera les pays africains à accélérer leurs efforts pour contenir la propagation rapide du coronavirus », précise, dans un communiqué, Akinwumi Adesina, président de la BAD qui appelle à prendre des décisions « audacieuses et décisives » pour sauver des vies.

Bonaparte Sengabo

# Covid-19 : les citoyens ne prennent pas au sérieux la menace

Alors que le monde entier est menacé par la propagation du coronavirus, le Burundi n'est pas épargné par cette pandémie. Loin de là, le pays compte aujourd'hui trois cas de Covid-19. Pourtant ses habitants ne semblent pas réaliser le danger qui les guette. Bref aperçu sur comment se comportent les citoyens face à la propagation de ce virus



Les agents de sécurité sont là pour faire respecter ces mesures aux récalcitrants

Malgré le fait que le gouvernement burundais a déjà pris des mesures préventives pour essayer de prévenir la propagation de ce virus, entre autres l'interdiction des rassemblements, se laver les mains régulièrement avec de l'eau propre et du savon, ne pas se serrer les mains, ne pas s'embrasser, etc., certains citoyens semblent faire la sourde oreille. Ils ne prennent pas au sérieux la menace.

Nous sommes mardi le 7 avril, il est 11h au centre-ville de la capitale économique Bujumbura, sous un soleil de plomb, la circulation est intense. A l'entrée de chaque bureau, banque, galerie, institutions publiques et privées, à chaque coin et recoin, on aperçoit un seau d'eau avec du savon propre ou de l'eau qui contient du chlore. Des agents de sécurité sont là pour faire respecter ces mesures aux récalcitrants. Une tâche qui, selon eux, n'est pas facile. « Parfois, on est obligé de se

chamailler avec les clients pour qu'ils se lavent les mains. Ils ne comprennent pas que c'est pour leur bien », nous confie un agent de sécurité de la galerie Village Market. Selon lui, les gens devraient prendre conscience du danger et se laver les mains sans qu'on le leur impose. « Le geste devrait être spontané ».

## Plus de sensibilisations pour le respect des gestes barrières

Mandy Ingabire, une cliente de cette galerie indique que la rigueur devrait être de mise pour le respect des gestes barrières afin d'éviter

la propagation de ce virus. « Les gens n'ont pas encore réalisé les conséquences désastreuses de ce virus. Certains se lavent les mains d'autres non comme si cet acte dépendait seulement de leur choix. C'est une pandémie qui est en train de faire des ravages dans le monde entier. Il faudrait plus de sensibilisations. Sinon, la situation est grave », s'insurge-t-elle.

Ingabire, pour sa part, nous révèle qu'elle a déjà pris conscience de la gravité de la situation et c'est pourquoi elle respecte à la lettre les gestes de sécurité. « Je me lave chaque fois les mains, j'essaie même de respecter la distanciation

sociale d'un mètre même si ce n'est pas possible pour les gens qui se déplacent via le transport en commun ».

## Entre coutumes et croyances, les citoyens ont du mal à choisir

Autour de cette galerie, on observe encore des hommes et des femmes qui continuent à se serrer la main en se saluant, les câlins et les bises sont au rendez-vous comme à la normale. La plupart d'entre eux nous affirment que c'est très difficile de se défaire de cette tradition dans leurs habitudes. « Se serrer la main ou se donner une bise est ancré en nous. Les choses se font machinalement », regrette Arnaud Iteka

Santa Kwizera, étudiante, fait savoir qu'elle ne peut pas refuser de saluer un ami car, selon elle, elle est sous la protection divine. « Moi je crois que Dieu me protège et qu'aucun fléau ne peut me toucher ; donc rien ne m'empêchera de saluer qui je veux si ce dernier le désire ».

Nous sommes 13h à la chaussée du Prince Louis Rwagasore. De la place communément appelée « Bata » jusqu'au magasin d'appareils électroniques dénommé Obama Shop, les dispositifs de lavage des mains se trouvent devant chaque magasin. Les clients qui entrent doivent obligatoirement se laver les mains. Pour Désiré, vendeur de téléphones portables, c'est

primordial de respecter les mesures préventives mais, poursuit-il, ces mesures ne sont pas efficaces. « Même si je me lave plusieurs fois les mains, c'est possible d'attraper cette maladie par d'autres voies ». Pour ce propriétaire d'un des magasins de la place, seul le confinement peut limiter la propagation de ce virus. « Dans les transports en commun, à la messe, au travail, il est fort possible qu'on soit contaminé ».

A côté de lui, son collègue, un sourire aux lèvres lance : « Au Burundi, c'est juste le Seigneur qui veille sur nous. Autrement, cette pandémie nous tuerait tous ». Et de renchérir qu'il y a raison de s'inquiéter. Les pays comme la France, l'Italie, l'Espagne sont débordés alors qu'ils ont des systèmes de santé très développés. Imaginez avec la précarité de notre système de santé, les conséquences seraient très désastreuses.

Sur les parkings des bus qui desservent les quartiers de la capitale économique, le même scénario s'observe. Les convoyeurs et les chauffeurs incitent les gens à entrer dans le bus après s'être lavé les mains. Plusieurs passagers exécutent, d'autres semblent désintéressés, d'autres encore se fondent dans la masse et entrent sans se laver. « Depuis qu'on se lave, quel intérêt ? Nous sommes protégés par la grâce divine et rien d'autre ».

Chanelle Irabaruta

## DOSSIER CORONAVIRUS

# Plus de 26 millions USD pour faire face au Covid-19

Le Burundi a été touché par le Coronavirus 2019 (Covid-19) comme pas mal d'autres pays du monde entier. Pour y faire face, le gouvernement a mis en place un plan de contingence. Le budget pour sa mise en œuvre est estimé à plus de 26 millions USD. Les composantes prioritaires sont la prévention et le contrôle de l'infection avec un budget de plus de 10 millions USD, la prise en charge avec plus de 6 millions USD ainsi que la surveillance, Equipe d'Intervention Rapide (EIR) et investigation des cas avec plus de 2 millions USD



Deux autres laboratoires seront équipés pour le diagnostic du Covid-19 en vue de désengorger les laboratoires nationaux ci-haut mentionnés (le centre de traitement de Mudubugu et l'Hôpital Militaire de Kamenge)

L'objectif général du plan de contingence est de renforcer les capacités du gouvernement à se préparer et, le cas échéant, à mettre en place la réponse pour éviter la propagation du virus.

## Les facteurs catalyseurs

La possibilité que le Burundi soit atteint, selon le plan de contingence, par cette maladie au Coronavirus 2019 (Covid-19) est très élevée en raison de la grande mobilité de la population mondiale, des vols internationaux quotidiens et de la notification des cas de Covid-19 deux pays qui entourent le Burundi (RDC, Rwanda, Tanzanie et Kenya).

La circulation des biens et des personnes (commerçants, voyageurs, étudiants burundais en international, les fonctionnaires burundais qui effectuent des missions à l'étranger, les expatriés travaillant au Burundi) entre le Burundi et le monde est très élevée.

Des mesures ne cessent d'être prises pour prévenir le Covid-19. C'est par exemple la mise en quarantaine des

personnes en provenance des autres pays sur une période de 14 jours. Le ministère des Transports, des Travaux Publics, de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire a prorogé d'une période de quatorze jours à partir du 4 avril 2020 à 23 heures 59 minutes, heure de Bujumbura la mesure de suspension des vols internationaux au Burundi.

Ladite mesure ne concerne pas les vols cargo, les vols ambulances (évacuation sanitaire), les vols pour actions humanitaires et les vols diplomatiques. La mesure pourra être revue en fonction de l'évolution de la situation.

Aussi, pour éviter la contamination au Covid-19, les frontières entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo (RDC) sont temporairement fermées depuis le 27 mars 2020.

## « Un système de santé vulnérable »

Le plan de contingence stipule que le système de santé du Burundi est fragilisé par plusieurs épidémies (paludisme, choléra, rougeole, ...) qui le rend plus vulnérable.

« Les évaluations menées dans les formations sanitaires ont montré une insuffisance de la mise en œuvre des mesures de prévention et de contrôle de l'infection malgré les activités réalisées dans ce domaine ces dernières années. De ce fait, l'impact d'une éventuelle épidémie de Covid-19 serait grave », selon le plan.

Aussi le retard de la détection et de la notification des cas communautaires de maladie ou d'événements pour plusieurs raisons font que le risque est très

élevé.

Tous les 47 districts sanitaires que compte le Burundi ont été jugés à risque.

## Un pays préparé à la lutte contre les virus

Le Burundi a entamé la préparation à la lutte contre la Maladie à Virus Ebola (MVE) depuis 2018. Ce qui a permis de renforcer les capacités du pays dans plusieurs domaines comme le laboratoire national de l'Institut National de Santé Publique (INSP) qui a été mis à niveau avec les mécanismes de détection de certains virus à la PCR, le Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique qui est en cours de finalisation, les équipes d'intervention rapide disponibles au niveau national et, dans certains districts, le renforcement

des mesures de prévention et de contrôle des infections et de surveillance épidémiologique...

Toutes ces ressources seront mises à contribution pour se préparer à la riposte contre le Covid-19.

Les activités de préparation du pays à une éventuelle épidémie de la MVE n'ont concerné que 21 districts sanitaires. Cependant, le reste des districts du pays doivent bénéficier dans le cadre de la préparation au Covid-19 d'un appui consistant pour les doter des capacités requises pour gérer un éventuel cas de Covid-19 qui surviendrait dans leurs districts.

Le pays devrait donc renforcer la capacité d'analyse du Covid-19 de deux laboratoires nationaux de référence (l'Institut National de Santé Publique et le Centre Hospitalo-Universitaire de Kamenge). Deux autres laboratoires seront équipés pour le diagnostic du Covid-19 en vue de désengorger les laboratoires nationaux ci-haut mentionnés (le centre de traitement de Mudubugu et l'Hôpital Militaire de Kamenge). Pour le contrôle de la qualité, les échantillons seront envoyés à un laboratoire de référence régional disposant des capacités appropriées.

En cas de transmission communautaire généralisée, des plans d'urgence doivent être activés pour gérer le volume accru d'échantillons provenant des cas suspects.

Le plan de préparation et de réponse est élaboré initialement pour une période de 6 mois. Il pourra être revu et modifié pour s'adapter à la situation.

Mélance Maniragaba

# Covid-19: méfiez-vous du bouche à oreille numérique

Alors que l'épidémie de Covid-19 est déclarée, l'opinion publique burundaise est exposée à une « infobésité » exponentielle qui recèle un autre fléau, à savoir la propagation des rumeurs et de fausses informations hautement anxieuses. Comment lutter contre les fausses informations sur le Covid-19? Quelles sont les stratégies pour distinguer la vraie information d'une fausse information? Eclairage

La crise sanitaire du coronavirus, au-delà de son impact sanitaire et économique, a abouti à un autre fléau : la propagation des rumeurs et de fausses informations. Ce qui sème la panique au sein des communautés. Les fausses informations détournent l'attention sur les dangers réels et se concentrent sur des informations de moindre importance. L'opinion publique est exposée à une « infobésité » exponentielle. Les nouvelles sur le Covid-19 sont légion et avec elles leurs lots de "fake news". De nombreuses fausses informations circulent sur les réseaux sociaux et sur les services de messagerie depuis plusieurs jours. Les vidéos de faux remèdes miracles qui permettraient de prévenir voire d'éliminer complètement le nouveau coronavirus foisonnent sur la toile. Les scientifiques ne cachent pas leur pessimisme quant à l'efficacité de ces traitements. Les cocktails à base de liqueurs ont

déjà fait des victimes dans les pays asiatiques.

## Se protéger contre les fake news

Le site francetvinfo.fr ne s'éloigne pas de ce que l'Unicef recommande face à la prévention des rumeurs sur le Covid-19. La manière dont une information est partagée doit faire tiquer la population. "Il y a plus de raisons de la mettre en doute si elle vous arrive par un mail, sur WhatsApp par un message de votre cousin dans votre groupe familial, partageant un contenu en provenance d'un autre groupe, par une publication d'un "ami" qui apparaît dans votre fil Facebook. Par contre, il y a plus de raisons de croire une information si elle est publiée par un média connu et reconnu (un site d'information, les médias traditionnels: radio, TV, presse écrite)

## Les infox deviennent virales

L'une des dernières intox les plus virales à propos du coronavirus qui énumère une série de conseils tous plus faux les uns que les autres à propos du virus et de la manière de s'en prémunir, s'est propagée sous forme de chaîne de mails et de messages sur les réseaux sociaux. L'auteur conseillait de boire chaud et de s'exposer au soleil pendant longtemps. Ce qui a été vigoureusement contesté par les virologues : "Ce ne sont que de faux remèdes contre le Covid-19", disent-ils.



Les fausses informations détournent l'attention sur les dangers réels du Covid-19

## Pas de vaccin contre le Coronavirus !

Le Burundi n'est pas à l'abri. Le week-end dernier, le commerce des feuilles d'eucalyptus, de l'ail, des citrons, du piment, du gingembre, et d'autres plantes médicinales était florissant dans la capitale économique Bujumbura. La population et les internautes doivent être vigilants partout ce qui est des messages qui ne sont pas livrés par les instances habilitées.

De fausses informations sur l'administration d'un vaccin contre le Covid-19 au Burundi ont été largement partagées sur les réseaux sociaux. C'était une

information sortie de son contexte. La fausse nouvelle s'est répandue après que l'ambassade de Chine ait offert un don de kits médicaux au gouvernement Burundais pour faire face au Coronavirus. Le Ministère de la Santé Publique a démenti l'information. Le Burundi n'est pas l'un des pays choisis pour l'essai technique du vaccin contre le Covid-19. En outre, le Burundi n'a pas réceptionné des vaccins offerts par la Chine", lit-on sur le compte officiel dudit ministère.

## Les connaissances déficitaires sur le Covid-19, un danger

L'Unicef indique que la population

devrait prendre connaissance des informations les plus récentes. Cet organisme des Nations Unies demande à tout un chacun de s'assurer d'avoir des connaissances élémentaires sur la maladie à coronavirus (Covid-19), notamment ses symptômes, ses complications, les modes de transmission de l'infection et les mesures permettant de l'éviter. « Informez-vous sur le Covid-19 auprès de sources fiables telles que l'UNICEF, l'OMS et les notes d'information émanant du ministère de la Santé de votre pays. Méfiez-vous des fausses informations et des idées reçues qui circulent de bouche-à-oreille ou sur Internet », recommandent les experts de l'Unicef.

La responsabilité est partagée pour couper le flux de fausses informations sur le Coronavirus. Nous devons éviter de partager des informations dont la véracité n'est pas établie. Le mieux serait de diffuser des messages dont nous connaissons parfaitement la source. Cette dernière doit être fiable. Dans ce cas, les sources officielles (le ministère en charge de la santé, les autorités sanitaires et administratives, l'OMS) et médiatiques (radio, TV, Chânes You Tube, les pages facebook et Twitter reconnus) sont privilégiées. Bref, nous devons nous interroger sur l'impact et l'ampleur des messages avant de partager chaque information dans notre entourage.

Ferdinand Mbonihankuye et Benjamin Kuriyo

## DOSSIER CORONAVIRUS

# Rumonge : les conséquences du coronavirus se manifestent

Arrêt des échanges commerciaux, problèmes liés au confinement, flambée des prix, perte d'emploi, stigmatisation des personnes confinées, perte d'estime de soi, corruption, limitation de mouvement, des mesures d'accompagnement du confinement de la population suite à l'épidémie de Coronavirus devraient être prises

Des centaines de personnes dont des commerçants, des dockers, ceux qui faisaient le petit commerce au port de Rumonge indiquent qu'ils sont pour le moment au chômage suite au coronavirus qui a occasionné la fermeture des frontières et, partant, l'arrêt des activités commerciales à ce port.

Chantal Niyongere est une veuve mère de quatre enfants qui tient un bistrot près du port de Rumonge. Elle indique qu'elle ne parvient plus à faire vivre ses quatre enfants car son bistrot est fermé suite à l'arrêt des échanges commerciaux au port de Rumonge.

Elle précise qu'elle ne vivait que de la commercialisation des produits Brarudi et que ses principaux clients étaient des commerçants Congolais et Tanzaniens.

Aujourd'hui, elle ne sait plus à quel saint se vouer pour pouvoir nourrir sa famille et payer les frais scolaires pour ses enfants.

Georges Barakamfitiye vivait du chargement et du déchargement des bateaux au port de Rumonge mais, aujourd'hui, il passe toute la journée sans rien faire a-t-il indiqué.



Les chauffeurs qui faisaient le transport des personnes par bus entre Bujumbura et Kigoma sont au chômage suite à la fermeture des frontières.

Originaire de la commune de Buraza en province de Gitega, il vient de décider de regagner sa famille puisque les frontières sont fermées, mais il ne sait pas comment il va faire vivre sa famille après qu'il ait perdu son emploi.

Il demande au gouvernement de prendre des mesures d'accompagnement pour les groupes vulnérables afin de faire face aux multiples conséquences socio-économiques et culturelles liées à cette pandémie car d'autres problèmes sociaux et économiques graves vont surgir si cette maladie de coronavirus perdure.

Shabani Ndikumana, un chauffeur d'un bus de transport qui faisait la liaison Bujumbura-Kigoma en Tanzanie indique qu'il est pour le moment au chômage car les frontières sont fermées et craint que

cette situation ne puisse perdurer. Il ne voit pas comment il va faire sa famille.

## Problème de stigmatisation

Martin Bizoza, une personne sortie du lieu de confinement de Rumonge souligne les problèmes auxquels font face les personnes qui sont passées dans les lieux de confinement aujourd'hui retournées dans leurs communautés.

Il indique que ces personnes sont stigmatisées par leurs voisins dans leurs communautés comme des porteurs de Covid-19 même si elles sont en possession d'une attestation des autorités sanitaires qui attestent qu'elles ont été testées négatives au Covid-19.

Il précise qu'ils sont rentrés chez

eux les poches vides, car ils se prenaient en charge. Et d'ajouter que certaines personnes n'ont pas de ticket pour pouvoir retourner dans leurs provinces d'origine.

Rappelons qu'ils étaient au nombre de 149 les citoyens Burundais en provenance de la R.D.C mis en confinement. Ils ont été autorisés à quitter le lieu de confinement ce lundi pour regagner leurs familles et chacun portait avec un papier qui atteste qu'il a été testé négatif du covid-19 a indiqué Alexis Nkurunziza, médecin chef du district sanitaire de Rumonge.

Ces personnes sorties de la salle de confinement indiquent avoir eu des problèmes de l'insuffisance des latrines, de manque de nourriture, de médicaments, d'insuffisance d'eau potable, de manque de matelas et de nattes.

A leur arrivée, ces personnes ont refusé d'être confinées dans des hôtels, car elles n'avaient pas de moyens pour se prendre en charge et les autorités administratives et sanitaires ont décidé de les mettre dans une salle où elles viennent de passer 14 jours.

## Vers un confinement à domicile selon le chef de district sanitaire

Le médecin chef du district sanitaire a fait savoir qu'il y a une personne qui est rentrée clandestinement de la République Démocratique du Congo qui est confinée chez lui dans sa famille sur la colline de Mibanda dans la localité de Musave.

Cette personne est régulièrement suivie par les autorités sanitaires et n'est pas en contact avec les membres de sa famille. La population de cette colline a été sensibilisée que cette personne va faire des mouvements avec l'autorisation préalable des autorités sanitaires.

Sachez que des personnes entrent clandestinement à partir des pays voisins suite à la perméabilité des frontières ou à la corruption. Six personnes dont des commerçants sont en confinement dans un hôtel de la ville de Rumonge après avoir été arrêtés par la police chez eux, ils étaient entrés au Burundi à partir de la Tanzanie, de la RDC et de l'Afrique du Sud selon l'administrateur communal de Rumonge.

Signalons que la province de Rumonge fait frontière avec la RDC sur une distance de plus de 60 km.

F.N

## Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge se mobilise pour faire face à la pandémie de Covid-19 au Burundi

Le communiqué de presse du 7 Avril 2020, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a lancé un appel d'urgence révisé de 800 millions de francs suisses, soit 823 millions USD pour aider les communautés les plus vulnérables du monde à stopper la propagation du COVID-19 et à se remettre de ses effets.

Bien que COVID-19 soit déjà une pandémie mondiale, il est toujours possible de réduire sa propagation et le nombre de vies perdues en améliorant l'accès aux ressources essentielles. Au Burundi, la Croix-Rouge du Burundi (CRB), le Comité international de la Croix-Rouge (le

CICR) et les autres partenaires Mouvement ont mis en place une stratégie de riposte afin de réduire l'impact de cette pandémie sur les communautés les plus vulnérables. Des mesures sont prises pour réorienter certaines activités en tenant compte de cette nouvelle crise sanitaire sans interrompre les actions déjà planifiées. « Il est important pour le CICR d'adapter ses activités en intégrant des aspects liés à la nouvelle crise que nous impose cette pandémie », déclare Philippe Beauverd, chef de délégation du CICR au Burundi. « Cet appel va permettre au Mouvement Croix-Rouge d'avoir des moyens additionnels pour poursuivre ses activités essentielles tout en intégrant des actions de lutte contre

la pandémie. Nous allons donc poursuivre nos activités humanitaires habituelles au Burundi, dans la mesure du possible, et faire face aux besoins nouveaux dû à cette maladie », conclut-il.

La Croix-Rouge du Burundi, en sa qualité d'auxiliaire des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire, avec le soutien du CICR et de ses autres partenaires du Mouvement, se tient prêt à soutenir tous les efforts de riposte à cette pandémie. Elle prend également en considération l'appel du gouvernement pour une riposte concertée et coordonnée. « C'est le moment de rappeler que seules les mesures d'hygiène préconisées par les autorités sanitaires restent les

meilleurs moyens d'éviter la propagation du virus. Le Mouvement Croix-Rouge invite donc toute la population à les appliquer strictement », lance Anselme KATYUNGURUZA, Secrétaire Général de la Croix-Rouge du Burundi. « Nos volontaires seront engagés dans cette stratégie de prévention par des sensibilisations de proximité dans toutes les communes et se tiendront prêts à soutenir les actions de prise en charge aux côtés des autorités sanitaires », ajoute-t-il.

Depuis le lundi 30 mars 2020, des matériels d'hygiène et de protection (dispositifs de lavage des mains, savon et produits de nettoyage) destinés aux lieux de détentions ont été remis à la Direction Générale

des Affaires Pénitentiaires (DGAP) afin d'éviter une propagation rapide dans les prisons. Ces remises de matériels sont accompagnées de séances de sensibilisation. Par ailleurs, des dispositifs de lavage des mains et du savon ont été distribués dans les quelques 150 centres de santé en Mairie de Bujumbura ainsi que dans plusieurs endroits publics à travers le pays. Des affiches et spot radios seront conçus pour la sensibilisation du grand public en liaison avec la Croix-Rouge du Burundi qui a déjà mobilisés des centaines de volontaires pour des sensibilisations.

## COVID-19 | Quelques conseils sur ce que les parents doivent savoir pour se protéger et protéger leurs enfants

*Lu pour vous | du site de UNICEF*

### Comment éviter les risques d'infection ?

Voici quatre précautions que votre famille et vous pouvez prendre pour éviter l'infection :

### La COVID-19 touche-t-elle les enfants ?

Il s'agit d'un nouveau virus si bien que nous manquons encore de données sur ses effets sur les enfants et les femmes enceintes. Nous savons que des personnes de tous les âges peuvent être infectées par le virus, mais, pour l'heure, relativement peu de cas de COVID-19 ont été signalés chez les enfants. Le virus n'est mortel que dans de rares cas (environ 5% des cas) et les décès enregistrés jusqu'à présent ont principalement concerné des personnes plus âgées qui avaient déjà des problèmes de santé.

### Que faire si mon enfant présente des symptômes de la COVID-19 ?

Consultez un médecin. Continuez d'observer de bonnes pratiques d'hygiène des mains et d'hygiène respiratoire, en vous lavant régulièrement les mains et en veillant à ce que votre enfant soit à jour dans ses vaccins de manière à le protéger contre les autres virus et bactéries responsables de maladies. Essayez le plus possible d'éviter les lieux publics afin de ne pas transmettre le virus à d'autres personnes.

### Que faire si un membre de ma famille présente des symptômes ?

Consultez rapidement un médecin si vous toussiez, ou si vous

avez de la fièvre ou des difficultés à respirer, ou si vous observez les mêmes symptômes chez votre enfant. Pensez à prévenir au préalable votre médecin par téléphone si vous vous êtes rendu(e) dans une région dans laquelle des cas de COVID-19 ont été signalés ou si vous avez eu des contacts rapprochés avec une personne qui a voyagé dans l'une de ces régions et qui présente des symptômes respiratoires.

### Dois-je retirer mon enfant de l'école ?

Si votre enfant présente des symptômes, retenez-le à la maison, consultez un médecin et suivez ses instructions.

### Comment se laver les mains correctement ?

- 1<sup>re</sup> étape : Mouillez-vous les mains à l'eau courante.
- 2<sup>e</sup> étape : Appliquez suffisamment de savon pour recouvrir vos mains mouillées.
- 3<sup>e</sup> étape : Frottez toute la surface de vos mains, sans oublier le dos des mains et les espaces entre les

doigts et sous les ongles, pendant au moins 20 secondes.

- 4<sup>e</sup> étape : Rincez-vous soigneusement les mains à l'eau courante.
- 5<sup>e</sup> étape : Séchez-vous les mains avec un linge propre ou avec une serviette à usage unique.

Lavez-vous les mains fréquemment, en particulier avant de manger, après avoir mouché votre nez, toussé ou éternué et être allé aux toilettes.

Si vous n'avez pas d'eau ni de savon, utilisez une solution hydroalcoolique contenant au moins 60% d'alcool. Lavez-vous toujours les mains avec de l'eau et du savon si vos mains sont visiblement sales.

### Les femmes enceintes peuvent-elles transmettre le coronavirus au fœtus ?

Pour l'heure, les éléments dont nous disposons sont insuffisants pour établir le lien entre la maladie et la grossesse. Des études sont en cours à ce sujet. Les femmes enceintes doivent continuer à observer les mesures de précaution adaptées afin de se protéger de l'exposition au virus et consulter immédiatement un médecin si elles présentent des symptômes tels que de la fièvre, de la toux ou des difficultés respiratoires.

### Une mère infectée par le coronavirus peut-elle continuer d'allaiter son enfant en toute sécurité ?

Toutes les mères vivant dans des régions touchées par le virus ou à risque présentant des

symptômes de fièvre, de toux ou de difficultés respiratoires doivent consulter immédiatement un médecin et suivre ses instructions. Compte tenu des bienfaits de l'allaitement et du rôle insignifiant du lait maternel dans la transmission d'autres virus respiratoires, la mère peut continuer d'allaiter. Il est important que la mère garde les règles d'hygiène : se laver les mains avant et après avoir donné le sein et porter un masque pendant la tétée.

### Un grand nombre d'informations circulent sur Internet. Comment s'y retrouver ?

Un grand nombre d'idées reçues et de fausses informations sur le coronavirus circulent sur la Toile, notamment sur le mode de propagation de la COVID-19, la manière de se protéger et les mesures à prendre si vous avez peur d'avoir contracté le virus.

Il est donc important de faire preuve de vigilance lorsque vous recherchez des informations et des conseils. En outre, l'Organisation mondiale de la Santé met à votre disposition une section utile qui répond aux questions les plus fréquentes sur la COVID-19. Nous vous recommandons également de consulter les conseils aux voyageurs, les directives en matière d'éducation et les autres orientations publiés par les autorités du pays afin de vous tenir informé(e) des dernières recommandations et actualités.

Il est important de se tenir informé(e), de faire preuve de bienveillance et de se soutenir les uns les autres. N'oubliez pas que les mots ont du poids. Le fait d'employer un langage qui perpétue des stéréotypes existants risque de dissuader certaines personnes de se faire dépister et de prendre les mesures nécessaires pour se protéger et protéger leur communauté.

Voici quelques exemples de ce qu'il faut ou ne faut pas faire lorsque vous parlez du coronavirus avec vos enfants, votre famille et vos amis :

**À FAIRE :** parler de la nouvelle maladie à coronavirus (COVID-19).

**À NE PAS FAIRE :** associer des lieux ou des nationalités à la mala-

die. Souvenez-vous que les virus peuvent infecter tout le monde.

**À FAIRE :** parler de « personnes qui ont contracté la COVID-19 », de « personnes qui sont soignées contre la COVID-19 », de « personnes qui guérissent de la COVID-19 » ou de « personnes qui sont mortes après avoir contracté la COVID-19 ».

**À NE PAS FAIRE :** faire référence aux personnes qui ont contracté la maladie comme des « cas de COVID-19 » ou des « victimes ».

**À FAIRE :** parler de personnes qui « attrapent » ou « contractent » la COVID-19.

**À NE PAS FAIRE :** parler de personnes qui « transmettent la COVID-19 », « infectent les autres » ou « propagent le virus » – cela impliquerait que la transmission est intentionnelle et que ces personnes sont à blâmer.

**À FAIRE :** parler avec exactitude des risques liés à la COVID-19, en s'appuyant sur des données scientifiques et sur les derniers conseils officiels en matière de santé.

**À NE PAS FAIRE :** répéter ou faire circuler des rumeurs non confirmées et employer des termes hyperboliques visant à semer la panique, tels que « fléau », « apocalypse », etc.

**À FAIRE :** adopter un langage positif et souligner l'importance de prendre des mesures de prévention efficaces, notamment en suivant nos conseils sur le lavage des mains. Pour la plupart des gens, il s'agit d'une maladie dont ils peuvent guérir. Il existe des mesures simples que nous pouvons tous prendre pour nous protéger, protéger nos proches et protéger les plus vulnérables.

**À FAIRE :** contacter le numéro vert 117 en cas de doute ou de suspicion.

Suivre UNICEF au Burundi et rester informés en tant réel de ses actions pour une vie saine et en faveur des enfants en visitant sa page Facebook et ses comptes Twitter et Instagram.



# Covid-19, ce monstre qui marquera l'année 2020

En décembre 2019, un virus inconnu de la famille des coronavirus est apparu dans le centre de la Chine. Les autorités du géant asiatique prennent rapidement des mesures drastiques de confinement et de désinfection pour près de 60 millions de personnes. Cependant, le virus, comparable à celui de la grippe espagnole, se répand partout dans le monde. Il paralysa des pays entiers, suscita la psychose et ébranlant l'économie mondiale. Burundi Eco va essayer de vous expliquer le déroulé des événements qui ont conduit cette épidémie à devenir une urgence internationale



Depuis l'apparition du Covid-19, on estime à plus ou moins 4 milliards les personnes confinées chez eux.

Le 31 décembre 2019, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a alerté sur plusieurs cas de pneumonie dans la ville de Wuhan (Province de Hubei en Chine). Mais ce virus ne ressemblait à aucun virus connu. Le 7 janvier 2020, les autorités chinoises ont confirmé qu'il s'agissait bien d'un nouveau virus de la famille des coronavirus. Dans un premier temps il a été baptisé temporairement "2019-nCoV" puis définitivement COVID-19 ou SARS-CoV-2. Certains pays ont minimisé l'importance et la gravité de cette épidémie. La Chine était un peu lointaine, s'auraient-ils dit. Sauf que passés quelques jours, ce virus sera le plus pire cauchemar de l'année qui venait de s'annoncer dans le monde entier.

## Tout est parti si vite...

Tout commence fin décembre 2019. Une rumeur circule dans le monde des scientifiques qu'une dizaine de patients ont été hospitalisés pour pneumonies dites atypiques, peut-être virales. Huit médecins tentent de donner l'alerte, mais ils ont été réduits au silence. L'un d'eux décèdera de la pneumonie le 7 février 2020. Jusque-là le virus incriminé n'est pas connu. Le 30 décembre 2019, seuls quelques scientifiques sont au courant. La Chine aurait informé l'OMS discrètement d'un début de l'épidémie. L'épidémie parte de Wuhan, une ville du centre du pays qui compte plus de 11 millions d'habitants.

Et tout aurait commencé dans un marché de fruits de mer. Ce qu'il faut savoir c'est que dans ce marché il y a des animaux vivants qui sont vendus illégalement pour être mangés comme par exemple les rats, les serpents ou même les chauves-souris et sont souvent entreposés à côté des autres aliments. Et pour de nombreux chercheurs chinois, le réservoir pourrait également être la chauve-souris. Début février, une équipe de chercheurs chinois de l'université d'agriculture du Sud de la Chine a estimé que le chaînon manquant pourrait être le pangolin, un petit mammifère à écailles en voie d'extinction. Mais la prudence est de mise en attendant une confirmation définitive.

Depuis janvier, le marché de Wuhan est désinfecté et fermé. Même si les rumeurs circulent, la population n'est pas toujours au courant d'une potentielle épidémie de coronavirus. Le 7 janvier, les autorités chinoises annoncent à l'OMS que c'est un nouveau coronavirus. Le 11 janvier, la télé d'Etat annonce un premier mort. Le nouveau coronavirus commence à se propager. Ce virus se transmet d'homme à homme. Le 22 janvier, on est à 23 jours depuis la dernière alerte, l'OMS se veut toujours rassurante. Le directeur

général de l'OMS adressait des louanges à la Chine quant à la gestion de la crise : « Ce que la Chine est en train de faire c'est de prendre des mesures très, très forte avec une implication totale », disait-il. Le 23 janvier, la ville de Wuhan est mise en quarantaine.

Le 26 janvier, l'OMS change radicalement de discours. « Le risque au niveau régional est élevé et pour la Chine très élevé », estime Christian Lindmeier, porte-parole de l'OMS. La crise chinoise est désormais devenue une crise mondiale. La quasi-totalité du globe est frappée par la pandémie de Covid-19.

## De l'épidémie à la pandémie

Depuis l'apparition du nouveau coronavirus fin décembre 2019, le bilan du coronavirus ne cesse de s'alourdir avec plus de 1,4 million de cas confirmés et plus de 89 000 décès dans 184 pays et territoires selon un bilan établi par les chercheurs du Centre pour la Science et l'Ingénierie des Systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins de Baltimore. 337.074 autres ont guéri (les statistiques du 9 avril 2020).

Foyer originel de la pandémie, la Chine sans compter les territoires de Hong Kong et Macao -dénombre

82.883 cas. Un nombre désormais en très faible augmentation de jour en jour, poussant certains à s'interroger sur la véracité des chiffres donnés. Le pays est aujourd'hui largement dépassé par les Etats-Unis (432.438 cas), l'Espagne (152.446 cas) et l'Italie (139.422 cas). Arrivent ensuite l'Allemagne (113.296 cas), la France (83.080 cas), l'Iran (64.586) et le Royaume-Uni (61.487).

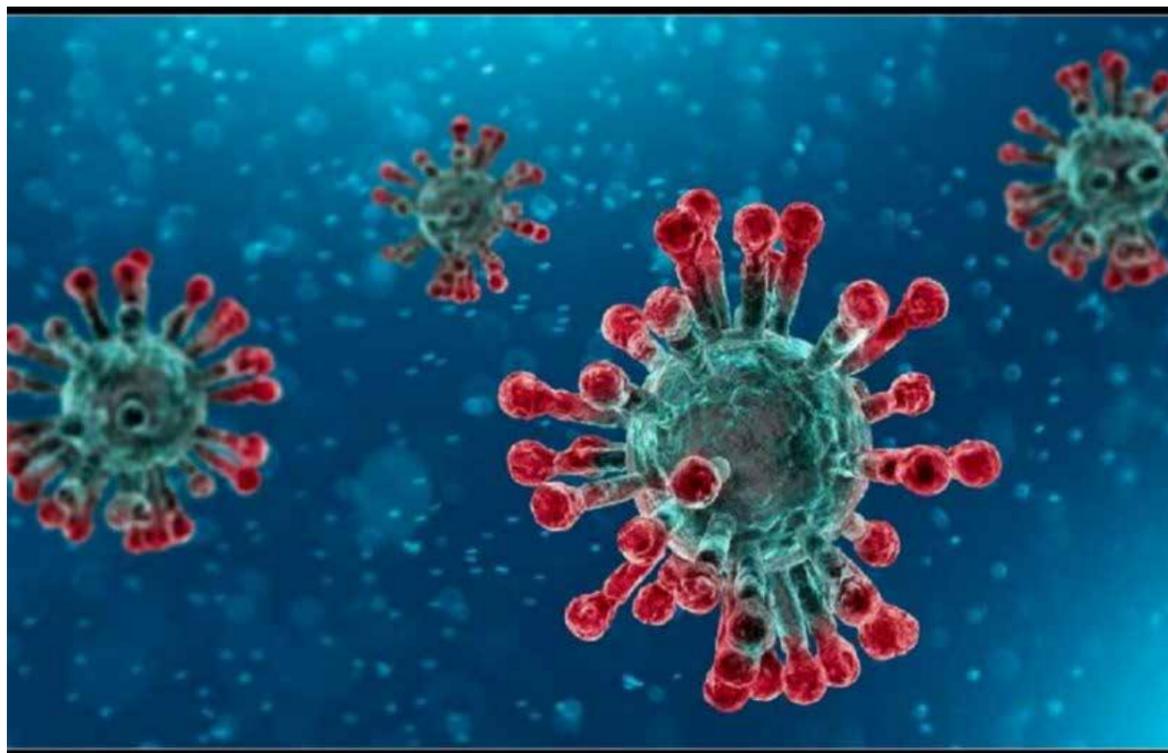
## Qu'est-ce que le Covid-19?

Les coronavirus qui doivent leur nom à la forme de couronne qu'ont les protéines qui les enrobent font partie d'une vaste famille de virus dont certains infectent différents animaux, d'autres l'homme. Deux épidémies mortelles sont déjà survenues au 21ème siècle impliquant des coronavirus émergents hébergés par des animaux et soudain transmis à l'homme. D'abord on a connu le SRAS-CoV (2002-2003) ou coronavirus à l'origine d'un syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) apparu en Chine. Plus de 8 000 cas ont été recensés dans 30 pays et 774 personnes sont décédées (soit près de 10% de mortalité). Ensuite le MERS-CoV (2012-2013) ou coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient. Il est ainsi appelé, car il a été détecté pour la première fois en Arabie

Saoudite. 1 589 cas et 567 décès dans 26 pays ont été enregistrés (soit un taux de mortalité d'environ 30%). La troisième épidémie mortelle est celle liée au SARS-CoV-2 ou Covid-19 apparu en Chine en décembre 2019. Les premiers cas recensés sont des personnes qui se sont rendues sur un marché local, à Wuhan, dans la province de Hubei. Sur le plan virologique, le SARS-CoV-2 est très proche du SRAS-CoV. C'est pourquoi il a été placé dans la même espèce de coronavirus (suivi du chiffre 2 pour le distinguer du précédent).

## Attention, si vous présentez ces symptômes !

Les symptômes les plus courants du virus sont une forte fièvre (supérieure à 37,5°C) et une toux sèche ou grasse. Certaines personnes peuvent également souffrir de courbatures, de maux de tête, d'une sensation d'oppression ou d'essoufflement. Ces symptômes évoquent une infection respiratoire aiguë. Moins fréquents, la perte brutale de l'odorat et la perte du goût peuvent également présager de la maladie. Dans les cas plus graves, l'infection peut en effet provoquer "une détresse respiratoire, une insuffisance rénale aiguë, voire une défaillance multiviscérale pouvant entraîner la mort", disent les scientifiques. Les difficultés



La forme de couronne qu'ont les protéines qui enrobent ce virus lui doit le nom de "Coronavirus"

respiratoires peuvent survenir après quelques jours de maladie et ce alors même que les premiers symptômes étaient bénins. La maladie reste bénigne dans 80 % des cas ; elle est grave dans environ 15% des cas et critique dans 5% des cas. Les chercheurs estiment que le taux global de mortalité du virus est d'environ de 2 à 4%, avec des disparités selon les pays

## A la recherche du vaccin

De la France à la Chine, de l'Australie aux Etats Unis, les laboratoires du monde entier sont à l'œuvre pour trouver un vaccin. Les équipes de chercheurs avancent sur l'élaboration d'un vaccin contre le nouveau coronavirus, mais toutes sont unanimes : il va falloir plusieurs mois pour le mettre au point. Il ne permettra donc pas d'enrayer l'épidémie de coronavirus actuelle. En effet, il ne suffit pas seulement de trouver la bonne formule, le vaccin doit ensuite être testé sur les animaux, puis sur les humains et ce, à chaque étape de son processus de fabrication. Au total, il faut compter entre 6 et 36 mois pour la production, le conditionnement et la livraison auprès des différents pays concernés qui vont à leur tour effectuer des contrôles de qualité. Pour qu'un vaccin soit sûr, il faut une longue période de vérification.

## La guerre de la chloroquine

En tout cas, l'histoire retiendra le nom du Dr Didier Raoult dans la course au traitement contre le Covid-19. Il y en a qui font beaucoup parler de lui : le Plaquenil, un antipaludéen dérivé de la chloroquine... La chloroquine, un médicament utilisé depuis plus de 70 ans pour traiter le paludisme et les maladies rhumatismales. Raoult défie le business des industries pharmaceutiques au moment où une véritable course contre la montre est lancée pour trouver un vaccin qui, certes, va sauver une bonne partie de la population, mais qui va coûter un pognon de dingue, contrairement à la chloroquine déjà disponible dans des millions de pharmacies dans le monde, notamment en Afrique. Les Etats prendront avec précaution ces recherches dans un premier temps. Cependant, certains finiront par être séduits par l'idée du Dr Raoult. Présentement, le médicament est à l'essai et n'a pas encore été homologué par l'OMS comme médicament de prédilection pour traiter le Covid-19. Il appelle à la prudence. Pour l'OMS, le débat sur l'efficacité de la chloroquine sera conclu quand «les essais cliniques seront terminés.

Les autres croient aux remèdes miracles, des tisanes faites à base de gingembre, de citron, j'en passe... Sauf que tous ces remèdes ne sont peut-être que du baume au cœur et non un traitement ni curatif ni préventif contre le Covid-19, du moins selon les propos des scientifiques.

Aujourd'hui, on estime à environ 4 milliards de personnes qui sont confinées de chez eux. Les frontières des pays sont fermées, les usines sont fermées, les transports terrestres maritimes, ferroviaires, et aériens sont réduits au strict minimum ou n'existent plus. C'est le monde entier qui est chambardé. Comme disait quelqu'un : « les Chinois ont mangé la mauvaise viande mais c'est le monde entier qui se lave les mains », sauf qu'il y a un autre courant qui dit que ce virus est un « made man ». Qui saura ?

Dona Fabiola Ruzagiriza

# Le commerce burundais phagocyté par le Covid-19

La maladie à Coronavirus apparue en Chine à la fin du mois de décembre 2019 est devenue un véritable fléau contre les économies et le commerce mondiaux. Le système commercial international est actuellement en danger. Le Burundi est également affecté. Burundi Eco rapporte la situation



La suspension des échanges commerciaux entre le Burundi et le reste du monde a provoqué la chute des importations d'une part et la hausse des prix d'autre part

La situation des ventes dans plusieurs endroits de la capitale économique du Burundi renseigne sur les effets du Covid-19 sur le commerce. A part la mesure de confinement imposée dans certains pays du monde comme instrument de lutte contre le Covid-19, certains pays ont fermé leurs frontières. Le commerce international souffre énormément et les échanges sont aux arrêts en grande partie. Les pays voisins du Burundi ont également adopté des mesures rétrécissant la circulation des biens et des personnes.

La suspension des échanges commerciaux entre le Burundi et le reste du monde a provoqué la chute des importations avec pour conséquences directes la pénurie de certains produits d'une part et la hausse des prix d'autre part. En provoquant la chute des importations, Covid-19 met à genou l'action commerciale du Burundi. Le système commercial burundais qui se nourrit en grande partie des importations enregistre déjà des faillites. Les commerçants craignent la persistance de cette situation difficile pour leur business.

## Des inquiétudes aux spéculations

La difficulté d'importer influe sur les prix et la fermeture des frontières a ralenti le flux commercial entre le Burundi et ses pays limitrophes. Certains importateurs qui s'approvisionnaient en Chine ont adopté un comportement plus préventif pour ne pas précipiter la rupture de leurs stocks. Une importatrice de valises opérant au marché de Kamenge a refusé de revendre ses produits aux détaillants, préférant les détailler elle-même. Elle affirme tout de même que le prix a été rehaussé de 2500 FBu par article.

Selon un des employés de l'opérateur commercial Techno Mobile spécialisé dans la vente des

téléphones mobiles au Burundi, les importations sont suspendues. Ce qui a entraîné la hausse des prix des téléphones sur le marché. « Il n'y a pas de nouvelles importations suite aux mesures prises sur la circulation des personnes en rapport avec la pandémie de coronavirus. Les détaillants ont revu les prix à la hausse », explique-t-il. Un des commerçants vendeurs de téléphones mobiles à la galerie couramment appelée « Kuri Bata » qui se situe en face de l'ancien marché central de Bujumbura confirme la spéculation sur les prix des téléphones. Ce professionnel du commerce de téléphones mobiles dit que les conséquences de la pandémie de Covid-19 sont visibles sur le marché. Les prix de certains types de produits se sont envolés par rapport à d'autres.

D'après un responsable de la gestion des ventes chez TBC (Tanganyika Business Company), l'entreprise continue à approvisionner les petits commerçants qui vendent au détail. Pour ce qui est des difficultés d'importer, il notifie que même si TBC continue à travailler en tant que grossiste, les inquiétudes ne manquent pas. Nous nous inquiétons comme tout le monde puisque maintenant il n'est plus possible d'importer », explique ce responsable. TBC est une galerie implantée établie dans le centre-ville de Bujumbura qui s'est spécialisée dans l'importation et la vente de la fripe, les objets à utilité ménagère et d'autres.

## Le commerce avec les pays limitrophes fortement touché

Selon différents commerçants rencontrés au marché dit « Chez Sion », les conséquences de la maladie à virus corona pèsent lourd sur leur business. Selon Aline Nduwayezu, vendeuse de boissons importées, la fermeture de la frontière entre le Burundi et la République Démocratique du Congo a fortement perturbé le commerce entre les deux pays. Cette commerçante qui s'approvisionnait en RDC dit subir des pertes et explique cette situation en ces termes : « Les voyageurs n'entrent plus au pays suite aux mesures de prévention contre le coronavirus.

Nos boissons ne sont plus sollicitées par les hôtels. Je rentre très souvent après une longue journée sans avoir rien écoulé », explique-t-elle. Bien qu'il y ait l'impossibilité d'importer, Madame Nduwayezu fait remarquer que les ventes des produits importés

sur le marché où elle travaille ont fortement chuté.

Gordien Nkurikiye, un commerçant de produits alimentaires dit que les prix ont été revus à la hausse et donne des exemples avec justification à l'appui. Un carton d'huile « Golden » qui coûtait 80 000 FBu avant l'apparition de la pandémie de Covid-19 s'achète actuellement à 88 000 FBu tandis qu'un sac de riz importé de la Tanzanie est passé de 68 000 FBu à 70 000 FBu. Selon ce détaillant, cette hausse de prix est due aux nouvelles mesures prises pour prévenir le Covid-19.

La situation actuelle du commerce burundais basé en grande partie sur les importations inquiète plus d'un. Selon une commerçante importatrice, il serait mieux de trouver un moyen de contourner les difficultés liées à l'importation. Un moyen rapide et efficace est nécessaire pour contourner les barrières consécutives à la pandémie vis-à-vis du commerce régional.

En vue de pallier à cette situation très difficile le développement en général et le commerce en particulier, il est urgent que des mesures de sauvetage soient adoptées. La mesure de suspension des vols a restreint le trafic aérien. Les vols d'avions cargo, pour urgences médicales et diplomatiques sont autorisés. D'autres mesures complémentaires restent nécessaires pour atténuer les conséquences du Covid-19 sur le commerce.

Jonathan Ndikumana

## DOSSIER CORONAVIRUS

### Vente des kits de protection contre le Covid-19

## Halte à la spéculation

Après l'apparition de la pandémie de Covid-19 au mois de décembre 2019, une spéculation criante dans la commercialisation des kits de protection contre ce fléau s'observe. La population s'inquiète de cette situation. Les commerçants indiquent que c'est pour couvrir toutes les dépenses enregistrées dans l'approvisionnement en ces kits

Dans une descente effectuée mardi le 7 avril 2020 par un reporter de Burundi Eco dans certaines pharmacies opérant dans la municipalité de Bujumbura, les commerçants des kits de protection contre le Covid-19 sont dans l'allégresse au moment où le reste de la population est dans une peur panique.

Ils sont en train de s'enrichir en revoyant à la hausse les prix de ces kits par rapport à la période d'avant la pandémie de Covid-19.

### Quid du prix des masques ?

Le prix d'un masque chirurgical variait entre 2000 FBu et 4000 FBu. Auparavant, il s'achetait entre 500 FBu et 1 000 FBu. Dans les pharmacies de gros visitées, un carton de masques (50 pièces) coûtait entre 70 000 FBu et 80 000 FBu contre entre 15 000 FBu et 20 000 FBu auparavant.

### Qu'en est-il du coût des désinfectants ?

Un autre kit très sollicité par la population pour se protéger contre la pandémie de Covid-19 concerne les désinfectants. Pendant notre visite, on a constaté que la plupart des gens voulaient acheter des désinfectants dénommés Muganga produits par la société Savonor. Celui de 60 ml coûtait entre 3 500 FBu et 8 000 FBu contre 2500 FBu auparavant. Celui de 500 ml s'achetait à 18 000 FBu contre 9 500 FBu auparavant.

D'autres désinfectants découverts dans trois pharmacies visitées sont le chlorhexodine et le presept. Le chlorhexodine est un désinfectant liquide. Pour l'utiliser, le personnel de ces pharmacies fait savoir qu'on mélange un demi-litre de ce dernier avec 20 litres d'eau. Un litre du chlorhexodine coûte actuellement 12 000 FBu contre 6000 FBu avant la déclaration de la pandémie de Covid-19 par l'OMS. Quant au presept, ce sont des comprimés. Une boîte contient 50 comprimés. Pour l'utiliser, on fait remarquer qu'on met 3 comprimés dans un litre d'eau. Chaque comprimé coûte actuellement 1500 FBu.

### Les thermomètres à infra-rouge, pas à la portée de toutes les bourses

Un autre appareil dont la population a besoin pour tester les cas de Covid-19 est le thermomètre à infra-rouge. Les agents des



Les commerçants des kits de protection contre le Covid-19 sont dans l'allégresse au moment où le reste de la population est dans une peur panique

pharmacies qui se sont entretenues avec Burundi Eco indiquent que le coût de cet appareil a été revu à la hausse de façon inquiétante. Lors de notre descente, il variait entre 270 000 FBu et 500 000 FBu.

### Les prix des savons liquides et des seaux revus à la hausse

Parmi les mesures prises par le gouvernement pour se protéger contre le Covid-19, il y a aussi celle de se laver régulièrement les mains avec de l'eau propre et du savon. Suite à cette mesure, les commerçants du savon et des seaux se sont régalés. Le marché

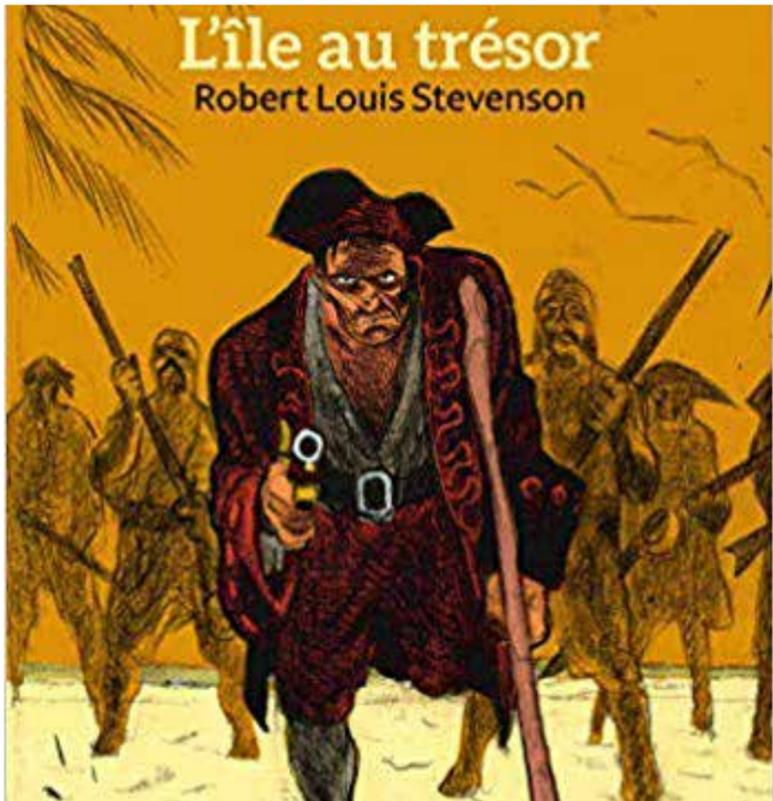
d'écoulement s'est agrandi. Ce qui les a poussés à augmenter les prix de ces kits. Un seau qui s'achetait à 3500 FBu revient actuellement à 8000 FBu. Le savon liquide produit par savonor qui s'achetait à 1 000 FBu revient actuellement à 2500 FBu.

De manière générale, l'Unicef indique que le lavage des mains à l'eau propre et au savon et le gel hydroalcoolique sont très efficaces pour tuer la plupart des germes et des agents pathogènes à condition qu'ils soient utilisés correctement. Les solutions hydroalcooliques sont souvent plus pratiques à l'extérieur, mais elles peuvent être chères ou difficiles à trouver dans des

contextes d'urgence. De plus, elles permettent de tuer le coronavirus, mais ne tuent pas tous les types de bactéries et de virus.

La population s'inquiète de la cherté des kits de protection contre le covid-19. Michel Ciza rencontré au centre-ville de Bujumbura fait savoir que les commerçants veulent ajouter le drame au drame. Selon lui, la population croupit déjà dans la misère. Les commerçants indiquent qu'ils ont augmenté les prix de ces kits pour couvrir toutes les dépenses engagées dans l'approvisionnement en ces derniers.

Jean Marie Vianney Niyongabo



## « L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

Oui, je ne me trompais pas : il y avait, dans ce sourire, de la souffrance et de la faiblesse, comme dans celui d'un vieillard malade ; mais il y avait aussi un grain de dérision et peut-être de perfidie, quand il croyait que, tout entier à mon ouvrage, je ne le voyais pas m'observer en dessous.

XXVI

Israël Hands

La brise, qui semblait nous obéir, venait de tourner à l'Ouest. Il nous fut donc on ne peut plus aisé d'arriver du coin nord-est de l'île à l'entrée de la baie du Nord. Mais une fois là, comme nous étions dépourvus d'ancre, et comme il ne pouvait être question d'échouer le schooner avant que la marée fût au plus haut, nous n'avions plus qu'à nous croiser les bras. Le second maître m'avait dit comment je devais m'y prendre pour rester en panne.

Je finis par réussir après trois ou quatre essais infructueux ; et alors, pour passer le temps, nous nous remîmes à manger.

« Capitaine, me dit Hands quand il vit que je m'arrêtais, et mon vieux camarade O'Brien, que voilà... pourquoi ne le jeterions-nous pas à la mer ?... En général, je ne suis pas dégoûté... mais il n'est pas beau à voir, vrai !... »

– Je ne suis pas assez fort et la besogne ne me sourit guère, répondis-je avec frisson. Il peut bien rester là, après tout !... »

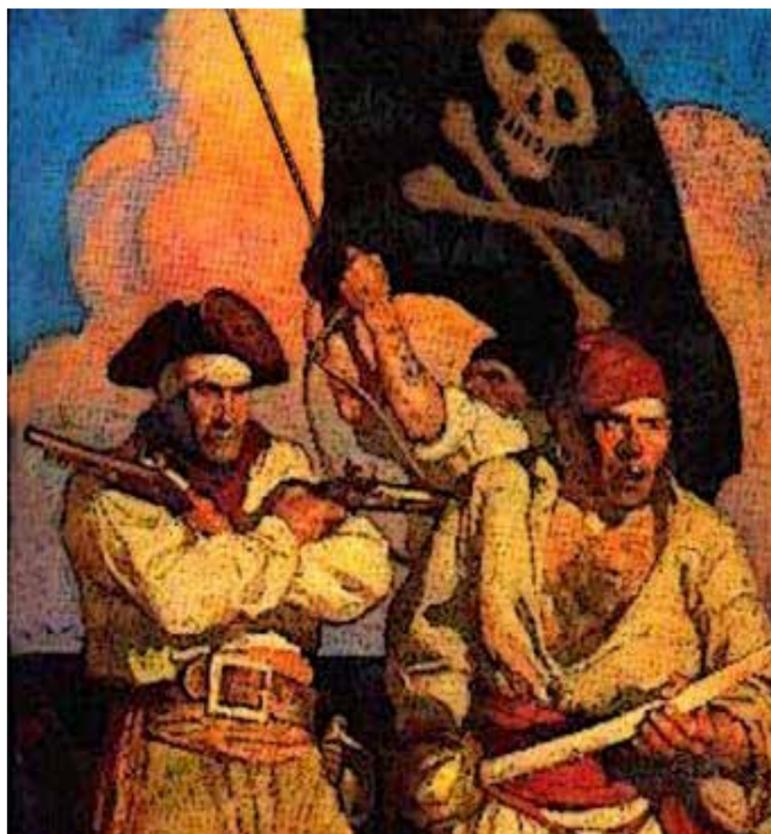
– Ah ! c'est un navire de malheur, cette l'Hispaniola ! reprit alors Israël Hands, sans insister sur sa proposition. C'est effrayant, ce qu'il en est mort, de ceux qui se sont embarqués à Bristol, avec toi et moi !... Pauvres gens ! cela fend le cœur d'y penser, tout de même... »

Il resta quelques instants comme absorbé dans ses réflexions ; puis, relevant les yeux :

« Sais-tu ce que tu ferais, si tu étais bien aimable, Jim ? reprit-il. Tu descendrais au salon me chercher une bouteille de vin... Cette eau-de-vie est trop forte pour ma pauvre tête !... »

Il formula cette demande d'un ton

doucereux qui ne me parut pas naturel. Et quant à l'histoire qu'il me contait, je n'y crus pas une minute. Hands, préférer du vin à l'eau-de-vie !... comme c'était vraisemblable !... Évidemment, il avait besoin d'un prétexte pour me faire quitter le pont pendant quelques minutes. Mais dans quel but ? c'est ce que je ne pouvais imaginer. Ses yeux évitaient maintenant les miens. Tantôt il les levait vers le ciel, tantôt il jetait un regard sur le cadavre d'O'Brien. Et tout le temps, il souriait d'un air embarrassé et honteux. Un enfant de sept ans aurait vu qu'il méditait quelque mauvais coup.



Je lui répondis promptement, car je voulais profiter de mon avantage, et, avec un gaillard aussi stupide, il ne m'était pas difficile de cacher les soupçons que sa requête faisait naître en moi.

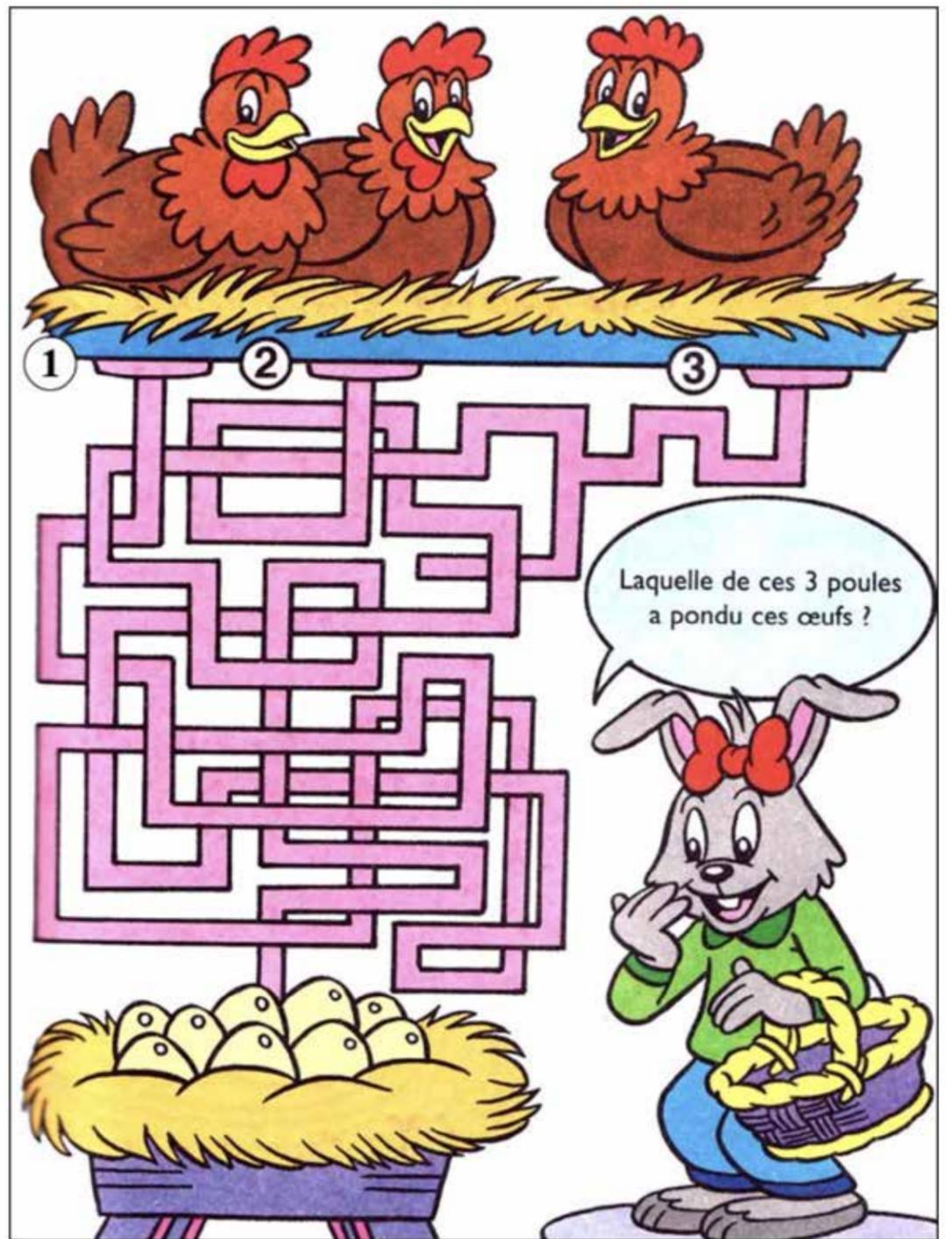
« Du vin vous vaudra, en effet, beaucoup mieux que l'eau-de-vie, lui dis-je. Le voulez-vous rouge ou blanc ? »

– Ma foi, cela m'est absolument égal, camarade, répliqua-t-il.

– Eh bien, je vais vous chercher une bouteille de porto, monsieur Hands.

J'espère que je n'aurai pas trop de peine à la trouver... »

Là-dessus, je pris l'escalier du salon et je le descendis en faisant autant de bruit que possible ; puis, ôtant mes souliers, je courus sur la pointe du pied le long de la coursive, jusqu'à l'échelle de l'avant, et je vins mettre mes yeux au niveau de l'écoutille. J'étais bien sûr que Hands ne pouvait s'attendre à me voir par là, mais je n'en prenais pas moins toutes les précautions possibles. Mes soupçons ne se trouvèrent que trop justifiés !



Hands s'était soulevé pour ramper sur ses mains et ses genoux. Sa jambe le faisait cruellement souffrir en se remuant, car il étouffait des plaintes involontaires ; mais il n'en réussit pas moins, en se traînant ainsi, à traverser assez vite toute la largeur du pont. En moins d'une demi-minute, il avait atteint les dalots de bâbord, et ramassé, au milieu d'un paquet de cordages, une espèce de long couteau ou de dirk écossais, ensanglanté jusqu'au manche. Il l'examina avec soin, allongea la lèvres inférieure, essaya la pointe du poignard sur un de ses doigts ; puis, le cachant sous sa jaquette, il revint à sa place...

J'en savais assez. Israël Hands pouvait se mouvoir ; il avait une arme ; et s'il s'était débarrassé de moi pour aller la chercher, c'est évidemment que cette arme m'était spécialement destinée. Ce qu'il se proposait de faire ensuite : comptait-il se traîner à travers l'île, de la baie du

Nord au camp des révoltés, – ou bien se proposait-il de tirer un coup de canon pour avertir ses camarades et les faire venir à son aide ? Je ne me chargeais point de le décider.

Mais un point me paraissait à peu près certain : c'est que je n'avais rien à craindre tant que nous n'aurions pas mis le schooner en sûreté. Nos intérêts étaient à cet égard les mêmes. L'un et l'autre, nous voulions voir l'Hispaniola proprement échouée sur une plage bien abritée, de telle sorte qu'il fût aisé, le moment venu, de la remettre à flot. Et tant que ce plan n'était pas réalisé, je restais indispensable.

Tout en réfléchissant à ces choses, je n'étais pas inactif. Je revenais à pas de loup au salon, je reprenais

mes souliers sans bruit, je mettais la main sur la première bouteille venue ; enfin, je remontais sur le pont.

Hands était à demi-couché à l'endroit où je l'avais laissé, les jambes repliées, les paupières closes, comme si la lumière était un poids trop lourd pour sa faiblesse. Il releva pourtant la tête quand j'arrivai près de lui, cassa le goulot de la bouteille en homme qui en avait l'habitude, et prit une bonne lampée, accompagnée de son toast favori :

« À mes souhaits ! »

Puis, il resta immobile pendant quelque temps. Et enfin, tirant de sa poche une corde de tabac, il me pria de lui en couper un morceau.

« Rien qu'une chique, dit-il. Je n'ai même pas de couteau sur moi et d'ailleurs pas plus de force qu'un poulet... Ah ! Jim, Jim, c'est fini, vois-tu !... et je crois bien que mon tour arrive... Coupe-moi une bonne chique, garçon ; ce sera peut-être la dernière, car je suis lesté pour le grand voyage, cette fois !... »

– Je veux bien vous couper du tabac », répondis-je en lui faisant bonne mesure.

Il prit le morceau que je lui tendais, l'introduisit dans sa bouche et retomba dans le silence.

Au bout d'un quart d'heure environ, il en sortit pour me faire remarquer que la marée était maintenant assez haute.

**La suite de "L'île au trésor" ...à lire la semaine prochaine.**

Sélection de programmes de télévision

lundi 13 avril 2019 à 22h30

Ushuaïa TV



**Doc: Jane New Generation**

Genre : Environnement  
Durée : 55 mn  
Réalisateur : Pascal Sarragot  
Nationalité : France  
Année : 2020

Jane Goodall est une secrétaire, devenue scientifique, et qui est, depuis plusieurs décennies, l'une des activistes environnementales les plus influentes de la planète. Il y a 30 ans, elle a créé Roots and Shoots pour sensibiliser et mobiliser les nouvelles générations à la protection...

mardi 14 avril 2019 à 20h35

ANIMAUX



**Doc: Expédition Golem Grad, l'île aux serpents**

Genre : Animalier  
Durée : 55 mn  
Nationalité : France  
Année : 2012

Imaginez une île vierge de toute présence humaine, au beau milieu d'un lac cristallin situé à 800 mètres d'altitude en Macédoine. 350 mètres de large pour 800 mètres de long : un véritable paradis, une destination rêvée pour jouer à Robinson Crusoe...

mercredi 15 avril 2020 à 20h55

arte



**Film: 3 jours à Quiberon**

Genre : Biographie  
Durée : 115 mn  
Réalisateur : Emily Atef  
Nationalité : Allemagne  
Année : 2018

Avril 1981. Romy Schneider se requinque dans un centre de thalasso face à l'océan. Tirillée entre ses projets professionnels et sa hantise de perdre la garde de ses enfants - son fils David a exprimé le souhait de vivre avec son beau-père, Daniel Biasini -, l'actrice abuse de l'alcool...

jeudi 16 avril 2020 à 20h05

PLANETE +



**Doc: American Pickers - La Brocante Made in USA**

Genre : Société  
Durée : 50 mn  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2016

De la côte Est à la côte Ouest des États-Unis, Mike et Frank effectuent de nouvelles rencontres et repèrent des pièces intéressantes qui pourront être restaurées puis revendues avec une plus-value. Parmi elles, de vieilles voitures, un stock d'équipements pour les sapeurs-pompiers

vendredi 17 avril 2020 à 20h50

CINE + FRISSON



**Film: Ready Player One**

Genre : Science-fiction  
Durée : 135 mn  
Réalisateur : Steven Spielberg  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2018

En 2045, dans une Amérique post-apocalyptique. Comme des millions de gens, Wade, un ado des bidonvilles, passe tout son temps dans l'Oasis, un univers virtuel idéal. À sa mort, son créateur annonce, dans son testament, qu'il léguera sa fortune à celui qui découvrira trois clés...

samedi 18 avril 2020 à 20h45

RTL9



**Film: Cliffhanger, traque au sommet**

Genre : Action  
Durée : 120 mn  
Réalisateur : Renny Harlin  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 1993

Deux alpinistes chevronnés sont les otages de malfaiteurs qui veulent les utiliser pour retrouver des valises de billets de banque, perdues dans la montagne à la suite d'un crash aérien. Mais l'un d'eux va leur donner du fil à retordre...

dimanche 19 avril 2020 à 20h50

ACTION



**Film: The Last Days on Mars**

Genre : Science-fiction  
Durée : 96 mn  
Réalisateur : Ruairi Robinson  
Nationalité : Grande-Bretagne  
Année : 2013

Après la découverte d'une bactérie sur la planète Mars, un scientifique se lance dans une expédition à la recherche d'échantillons supplémentaires...

Proverbes

« Le cœur amer mange son maître »

Une personne soumise et non respectée par son chef ou son père se vengera un jour.

« Ce que le vieux voit assis, le jeune ne le voit pas debout »

Un bel écrit sur l'expérience des anciens et le manque d'expérience des jeunes et de la jeunesse.

« Pour nuire à quelqu'un, n'en dites pas du mal mais trop de bien »

Ne pas trop vanter les qualités d'une personne car cela va lui porter malheur ou préjudice.

« La gueule d'un canon est moins dangereuse que la bouche d'un calomniateur »

Les paroles de son ennemi peuvent faire beaucoup de mal. Les accusations et la calomnie peuvent nous causer beaucoup de problèmes et d'ennuis.

« Ne coupe pas l'arbre qui te donne de l'ombre »

Ne critique pas ou ne fait pas de mal à une personne qui t'aide ou qui veille à ton bien-être ou confort.

« Le feu qui te brûlera, c'est celui auquel tu te chauffes »

Ce ce sont les choses que l'on aime qui peuvent le plus nous blesser. Les blessures d'amour sont souvent les plus douloureuses par exemple.

« On ne demande pas au poisson ce qui arrive sur terre, ni à l'antilope ce qui arrive dans l'eau »

Il faut savoir se renseigner auprès des bonnes personnes.

« Si en te baignant tu as échappé au crocodile, prends garde au léopard sur la berge »

Après avoir échapper à un danger reste vigilant.

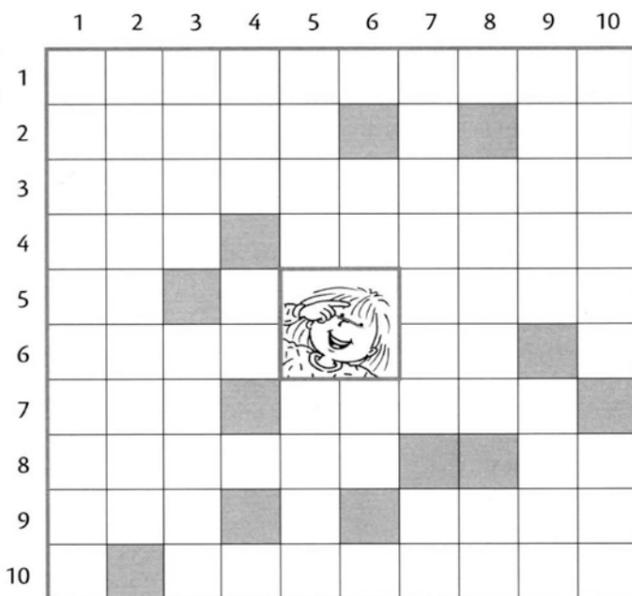
« On ne prend pas un hippopotame avec un hameçon »

Il faut se donner les moyens de réussir et être à la hauteur de ses ambitions ou projets.

« Au chef, il faut des hommes et aux hommes, un chef »

L'importance d'avoir un chef dans la vie professionnelle ou la vie quotidienne.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Histoires • 2. Copines • Possède • 3. Petite sucrerie • 4. Suffixe • Tins fermement • 5. Métal • Interdit au flipper • 6. Maisons d'oiseaux • Voyelles de Fée • 7. Au tennis • Mesurer le poids • 8. Pas rapides • Bonne carte • 9. Point cardinal • Finales identiques de mots • 10. N'auront jamais d'enfants

VERTICALEMENT

1. Du pays • 2. Elles apprécient • 3. Éclat de ... • Servent à mordre • 4. Début de « retenir » • Spécialiste • 5. Fin de « phrases » • Épluche • 6. Article • Forme de « être » • 7. Ne bougent pas • Amusé • 8. Classée • Pronom • 9. De naissance • Fait avancer le bateau • 10. Repos • Possessif

Mots croisés : Solution du numéro précédent

I N F I N I M E N T  
T O I L E \* \* T O I  
I S O L O N S \* T \*  
N \* N U N U C H E S  
E C A S \* I R U  
R A \* I S T A R  
A P P O I N T S \* T  
I R O N T \* A \* N A  
R E \* N E I G E U X  
E S T A \* D E N I E

# De la recherche à la prescription du médicament : Une vigilance s'impose

Pour qu'un médicament soit prescrit aux patients, il faut tout un protocole à suivre. Le système d'homologation des médicaments est un élément central de la législation et de la réglementation. Egalement, tous les anciens médicaments doivent être réévalués et retirés du marché si la raison se présente. Un coup de projecteur sur ce processus complexe

Depuis toujours, les hommes ont cherché dans la nature des remèdes pour se soigner. Au départ, il s'agissait d'extraits naturels : des plantes médicinales, des minéraux ou des produits extraits d'animaux. Les produits actifs de synthèse ont commencé à voir jour à partir du 19ème siècle. C'est à partir de ce moment que les savants ont commencé à fabriquer des médicaments par synthèse chimique, c'est-à-dire fabriqués par l'homme. De nos jours, on utilise quelques milliers de produits de synthèse différents. La fabrication d'un nouveau médicament est un long processus. Il peut se passer plus de 10 ans entre la découverte d'un produit actif par les chercheurs et le moment où le médicament pourra être fabriqué en grande quantité et vendu dans les pharmacies.

## Tout un protocole à suivre

« Un médicament le résultat des recherches des scientifiques qui se donnent l'objectif de trouver un produit qui peut tuer un virus, une bactérie... », explique Désiré Bizimana, président du Conseil de l'Ordre Nationale des Pharmaciens du Burundi.

Les différentes étapes de la recherche sont minutieusement suivies à la loupe. D'abord, les chercheurs trouvent de nouveaux produits actifs. Ensuite, ils étudient



La fabrication d'un nouveau médicament est un long processus. Il peut se passer plus de 10 ans entre la découverte d'un produit et son autorisation de mise sur le marché

les effets de ce produit sur des cellules vivantes, puis sur des animaux de laboratoire, comme les souris, ajoute-t-il.

Après avoir testé un médicament sur des animaux, le test se fait chez quelques personnes volontaires en bonne santé. Enfin, ils cherchent quelle forme donner au médicament : gélule, comprimé, sirop...

## Les études ou essais cliniques

C'est l'étape où on va tester le médicament sur des personnes volontaires atteintes de telle ou telle maladie : des adultes puis des enfants s'ils ont besoin de ce traitement. Ces études se font sous le contrôle des médecins, des chercheurs et des pharmaciens. « Au cours de cette étape, on cherche à savoir si le médicament est efficace et on commence à repérer ses effets

indésirables », explique Bizimana.

## Les autorisations pour mettre un médicament en vente

Si les études montrent que le nouveau médicament est efficace et qu'il ne déclenche pas d'effets indésirables trop gênants, une demande d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) est envoyée par le laboratoire fabricant à l'autorité de régulation en place qui est souvent autonome ou semi-autonome. Au Burundi, cet organe (Autorité Burundaise de Régulation des Médicaments et des Aliments : ABREMA) n'a pas encore vu le jour. Au Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, on indique que cet organe attend que le code de la santé datant de 1980 soit modifié (Voir numéro 370 de Burundi Eco). Seulement des questions se posent quant à la

coordination et au fonctionnement de cette autorité vu que d'une part le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a le contrôle des médicaments dans ses attributions alors que d'autre part le Bureau Burundais de Normalisation (BBN) a jusqu'ici le monopole sur le contrôle de la qualité.

Si le nouveau médicament obtient cette autorisation, il peut être vendu dans les pharmacies. Mais l'homologation complète d'un produit pharmaceutique comporte une analyse détaillée des données soumises pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché. La procédure détermine également les indications du produit et si ce dernier peut être vendu sans ordonnance. Au Burundi, la Commission nationale d'homologation des médicaments se charge de cette étape, indique M. Bizimana.

## La pharmacovigilance ou la surveillance des médicaments

Tous les anciens médicaments sont systématiquement réévalués. Cette procédure peut entraîner le retrait ou le non renouvellement de l'homologation en présence de nouvelles informations sur le produit. C'est par exemple, effets indésirables graves ou si le produit ne satisfait pas aux normes d'efficacité, d'innocuité et de qualité requises pour l'homologation. C'est pourquoi la plupart des pays n'accordent l'homologation que pour un temps limité (habituellement cinq ans).

Le président du Conseil de l'Ordre des Pharmaciens du Burundi indique qu'il est donc très important que les personnes qui repèrent un effet indésirable le signalent, au médecin ou au pharmacien. Il rappelle que chaque année des salons internationaux de l'industrie pharmaceutique et de la santé se tiennent pour s'acquiescer de la situation de leur monde professionnel. Egalement, l'OMS dresse chaque année une liste des médicaments essentiels et les directives de prise en charge. Chaque Etat l'adapte à la réalité du terrain.

Au moment où le monde fait face à la pandémie du Coronavirus, faut-il espérer que les scientifiques parviendront à trouver un vaccin efficace d'ici peu ? Et si, la chloroquine, ce fameux médicament qui avait été retiré du marché à cause de la résistance du pathogène (le paludisme) mais dont le docteur Didier Raoult aurait vanté les effets curatifs sur le Coronavirus faisait l'apparition sur le marché ? En tout cas, certains organes régulateurs ont renouvelé l'homologation de ce médicament et les autres pourraient suivre...

Dona Fabiola Ruzagiriza

## DOSSIER CORONAVIRUS

# Les personnes aux besoins particuliers méritent une attention particulière

Les personnes vivant avec un handicap insistent sur la discipline dans le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale pour éviter la propagation du Covid-19. Cependant, elles sollicitent des mesures spécifiques aux personnes aux besoins particuliers comme l'accès à l'information...

Selon Gilbert Bizimungu, coordinateur du Réseau des Centres des Personnes Handicapées du Burundi (RCPHB), les personnes vivant avec un handicap sont au courant de l'existence de la pandémie de Covid-19.

Les mesures de précaution sont les mêmes que pour d'autres personnes, indique-t-il avant de signaler que les centres des personnes handicapées prennent à leur tour des mesures.

« Toutefois, ces mesures ont des limites. Se laver les mains, ne pas se saluer n'est pas si facile dans les centres pour personnes vivant avec un handicap à système d'internat. Les apprenants dorment ensemble, se restaurent dans un même réfectoire, partagent les douches, les salles de loisirs et les lieux



Gilbert Bizimungu, coordinateur du Réseau des Centres des Personnes Handicapées du Burundi (RCPHB) : « Les mesures de prévention du Covid-19 ne sont pas à négliger »

d'aisance... Il y a mille risques que ceux-ci soient en contact et surtout se touchent », fait remarquer M. Bizimungu.

## Des mesures non rassurantes à 100%

Le coordinateur du RCPHB rappelle que les mesures de prévention du Covid-19 ne sont pas à négliger. «

Certaines personnes ne les mettent pas en application. On nous demande de ne pas se saluer, il y en a qu'ils le font encore. Pire encore, les dispositifs de lavage de mains sont installés presque partout. Il existe des personnes qui n'ont pas l'habitude de se laver les mains... », déplore-t-il.

Quant aux personnes vivant avec un handicap, M. Bizimungu indique que ces mesures ne sont pas rassurantes à 100% pour les catégories les plus exposées aux risques comme les aveugles et les sourds.

Ainsi, précise-t-il, ceux qui vivent dans les centres des personnes handicapées ont besoin de s'entraider pour des besoins vitaux et dans les déplacements. Les

personnes aveugles ont besoin d'être accompagnées ici et là. Les spots passant à la radio et à la télévision ne sont pas suivis par les sourds. Ce qui les limite quant aux conseils.

De plus, explique le coordinateur de RCPHB, les centres accueillent des personnes de l'extérieur venant solliciter des services. Ce sont notamment les enseignants, les gens qui viennent pour des soins de kinésithérapie et d'appareillage. Au cas où ceux-ci seraient contaminés, ils exposeraient les enfants au Covid-19.

M. Bizimungu recommande le respect des mesures prises par le gouvernement (éviter les contacts, les groupements inutiles, appliquer la distanciation sociale...).

Il propose des traducteurs du journal parlé en langage des signes au niveau de la télévision, les sensibilisations pour les aveugles et les ménages communautaires. Cela pour que la catégorie des déficients auditifs aient accès à l'information et les gens vivant ensemble comme les prisonniers puissent être informés sur les mesures de protection contre le Covid-19.

Mélance Maniragaba